

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

3 De la volonté générale à la simulation | Patrice Dartevelle

dossier

Catastrophes et catastrophisme

- 5 Éloge de l'aléa | L'entretien de Jean Sloover avec Bruno Colmant
- 8 L'historien et les catastrophes | Francis Walter
- 10 Attention, une crise peut en cacher une autre | Jean-Paul Marthoz
- 12 La crise, au-delà du slogan | Une interview de Luc Ferry - Propos recueillis par Olivier Swingedau
- 14 «C'est souvent le plus faible qui survit» | Une interview de Jean-Marie Pelt - Propos recueillis par Frédéric Soumois
- 16 Le complot mondialiste | Jérôme Jamin
- 18 Une crise de civilisation? | Jean Cornil

MONDE

20 Obama, l'Europe et l'OTAN | André Demoulin

ÉPOQUE

22 D'Espagne et d'Amnésie | Pascal Martin

RÉFLEXIONS

- 24 Magritte le sophiste | Michel Grodent
- 26 La pensée contre-révolutionnaire | Julien Dohet
- 28 Sainte hypocrisie | Patrice Dartevelle
- 29 Frères humains, encore un effort... | Henri Deleersnijder

CULTURE

- 31 Charles le trop Téméraire| Ben Durant
- 32 Kandinsky, la couleur et la musique| Christian Jade
- 33 Pourquoi n'y a-t-il rien plutôt que quelque chose?| Sophie Creuz

34 agenda

espace de Libertés

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

RÉDACTION, ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ

Directeur: Patrice Dartevelle, Rédactrice en chef: Michèle Michiels, Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet, Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyenne, Iconographie: Michèle Michiels, Comité de rédaction: Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, Yves Kengen, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois. Fondateur: Jean Schouters Documentation: Anne Cugnon, Impression: Kliemo. ISSN 0775-2768 Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux - Ministère de la Communauté française. Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: © Cost.

ABONNEMENT

11 numéros

Belgique: 20€ Étranger: 32€ par virement au compte n°210-0624799-74 du CAL.

Centre d'Action Laïque: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél. 02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61

TVA: BE (0) 409 110 069 E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Éditorial

De la volonté générale à la simulation

La démocratie est dans une bien curieuse situation. Son idéal est incontesté comme jamais et on a presque «oublié» les moqueries dont il était l'objet avant 1940. Le progrès est incontestable, le changement radical. Mais simultanément, la crise de la démocratie est devenue un thème des plus présents. Il paraissait réservé à l'extrême droite politique, mais celle-ci n'en a plus aujourd'hui le monopole. Un récent supplément du journal *Le Monde* s'intitulait «Réinventer la démocratie»<sup>1</sup>. L'apparence de la contestation me semble triviale, ce qui ne veut pas dire sans importance. De l'assassinat d'André Cools, en passant par le procès Agusta, Charleroi, Didier Donfut, etc... se déroule un délitement dont la Belgique n'a pas l'exclusivité. L'Angleterre en est pleine vis-à-vis des dépenses de ses parlementaires et l'Espagne du Levant est noyée sous les problèmes immobiliers: Marbella n'a plus d'édilité démocratique parce que tout le monde est en prison. Pourtant, quitte à paraître parler depuis la planète Mars, je crois qu'il n'y a pas là beaucoup plus que l'écume de la mer face aux questions sur la démocratie, et qui me semblent légitimes. Les circonstances qui provoquent l'interrogation sur le système sont claires. La crise de 1973-1974 a mis à mal l'État providence qui était depuis 1945 la colonne vertébrale des démocraties. Concomitamment, l'émergence, puis la domination sans pareille de la communication ont mis à mal et scié les branches de la volonté générale. La fin du régime communiste a rendu libres paroles et actes, puisque la démocratie n'était plus menacée. Marcel Gauchet a bien synthétisé les choses dans un petit livre *La démocratie d'une crise à l'autre*<sup>2</sup>. Après la démocratie libérale du XIX<sup>e</sup> siècle, s'émancipant du religieux et produisant une démocratie empirique, des correctifs importants ont été apportés après la défaite nazie, essentiellement par la réévaluation de l'exécutif et le renforcement de l'appareil administratif. Mais si tout cela fait problème à partir de 1973, aucune voix ne s'élève pour contester la démocratie. Hitler et Staline nous ont immunisés.

Le système parlementaire

Le parlementarisme traditionnel pose questions — des questions que trop peu posent. François Perin avait stigmatisé il y a longtemps le rôle des parlements, qui n'étaient plus que des «chambres de notaires». Le rôle des Parlements est essentiel, mais ils adoptent des nuées de textes que leurs membres ne peuvent comprendre. Pour qui ne me croit pas, je renvoie aux décrets de la Communauté française sur les socles de compétences des élèves: qui d'autre que Pierre Hazette a pu ne serait-ce que lire celui sur le grec ancien? Est-ce grave? Oui parce que ceux qui pouvaient comprendre ont été dessaisis du problème. C'est un cas parmi d'autres du transfert de pouvoir de la compétence vers un concept qui ne cesse de se dilater, celui de «politique». Le cadre de l'Union européenne accroît la difficulté: légiférer dans son cadre national n'est pas si simple. Pour

vingt-sept pays, on ne dépasse plus l'un ou l'autre millier de techniciens. Si on comprend la démocratie comme un système où les électeurs désignent ceux qui vont diriger le pays, le système belge a-t-il un sens? Les électeurs américains désignent depuis plus de deux siècles leur président, le système anglais désigne le parti vainqueur et son leader. La France, après d'importantes modifications, a abouti au même résultat. Même l'Italie en a terminé avec la nébuleuse indécise issue des élections. La Belgique, avec quelques autres petits pays, reste à l'écart du mouvement où l'électeur a le droit de désigner ceux qui vont gouverner. C'est l'essentiel, dont les Belges sont à peu près privés.

La simulation

L'évolution des mentalités crée un désarroi plus profond. Il touche aux idéologies de base et aux partis. Le sociologue anglais Colin Crouch analyse bien la situation: «*Au XX<sup>e</sup> siècle, nous nous sommes habitués à voir dans les partis les piliers de nos aspirations politiques. De nos jours, les partis sont contraints de simuler des conflits. Ils se doivent d'être en désaccord d'une manière quelconque pour que les élections paraissent un tant soit peu crédibles*»<sup>3</sup>. Un stade plus loin, on trouve l'âme damnée de George W. Bush, Karl Rove. À un interlocuteur qui lui parlait des Lumières, il a répondu: «*ce n'est plus de cette manière que le monde marche réellement. Nous sommes un empire... et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité... Et pendant que vous étudiez cette réalité... nous agissons à nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles... Nous sommes les acteurs de l'histoire*»<sup>4</sup>.

De la volonté générale à l'individualisme

La conception traditionnelle de la démocratie était idéaliste, théorique. Elle prétendait que la volonté générale issue des élections était «toujours droite». Rousseau l'avait dit<sup>5</sup>. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle au moins, cela voulait dire que le suffrage produit par son exigence une décision conforme à la droite raison. Cela relevait certes de l'illusion idéologique, mais avait un fond de sens: la délibération démocratique est soumise sinon à la raison, du moins à l'argumentation au sein d'un groupe raisonnablement homogène malgré les clivages sociaux. De cela, il ne reste à peu près rien. De la raison, je viens de parler. Quant à la société, l'individualisme d'une part et d'autre part l'hétérogénéité sociale nous conduisent loin de la communauté démocratique. Sur l'individualisme, on ne reviendra pas et c'est peut-être tant mieux, mais comme le dit Marcel Gauchet: «*L'impuissance collective est difficile à vivre, même pour les individualistes les plus forcenés. Le paradoxe d'une liberté sans pouvoir est intenable à terme*»<sup>6</sup>. Sans être capable d'aller plus loin, je dirais, avec Daniel Bensaïd, en le dépassant un peu, que «*la démocratie doit transgresser ses formes constituées, bousculer l'horizon de l'universel, mettre l'égalité à l'épreuve de la liberté*»<sup>7</sup>. ■

Patrice Dartevelle

1 *Le Monde* du 29 avril 2009, pp 14-15.  
2. Éditions Cécile Defaut, Nantes, 2007.  
3. Books n°3, mars 2009.  
4. Cf. Christian Salmon, «Le retour de Karl Rove, le scénariste», *Le Monde* du 6 septembre 2007.  
5. Daniel Bensaïd, «Le scandale permanent», in *Démocratie, dans quel état?*, La Fabrique Éditions, Paris, 2009, p.42.  
6. Marcel Gauchet, *op. cit.* p.52.  
7. Daniel Bensaïd, *op. cit.*, p. 56.

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC BRUNO COLMANT

# ÉLOGE DE L'ALÉA

Résiliant, le capitalisme est comme la grippe A/H1n1: un système mutant. Prêts pour l'immersion totale dans l'économie de marché?

L'infarctus des *subprimes*, l'implosion du crédit bancaire, la contraction économique et l'évidence soudaine de la catastrophe climatique qui va frapper auraient dû être, au capitalisme, ce que la chute du Mur de Berlin fut au communisme: le symbole de son trépas. Une faille dans la flèche du temps. Une bifurcation de l'histoire. Tous ensemble, nous aurions dû faire une pause, prendre la mesure de ce qui est en train d'arriver et réfléchir ensemble à un changement de cap pour nos sociétés. Il n'en fut rien. Pas de vague: gros dos des libéraux, silence des socialistes, murmures écologistes... Un peu de régulation par-ci, un peu de relance verte par-là et pour le surplus: *business as usual*. Circulez, il n'y a rien à penser! Dont acte. Alors, que va-t-il nous arriver? Ceci peut-être...

**Bruno Colmant<sup>1</sup>, selon vous, l'ordre marchand est l'ordre naturel des sociétés. Pensez-vous que cela ait un sens? L'homme est apparu sur Terre il y a environ 2,5 millions d'années et l'humanité a survécu pendant l'essentiel de son histoire sans marché?**

| **Bruno Colmant:** Oui, sans marché organisé, mais pas sans relation d'échange: le fait de commerce est très ancien. Il est même inhérent à toute organisation humaine qui dépasse le stade de la chasse et de la cueillette. Les premières traces d'écriture, retrouvées à Sumer et datées de 3 300 ans avant notre ère, sont des livres de comptabilité... Le commerce est au fondement du progrès humain.

**Pour vous, les sociétés sont effectivement fondées sur l'échange, le commerce, les prix. Ce sont eux, dites-vous, qui créent la richesse et le progrès. C'est quoi pour vous la richesse? Le progrès?**

C'est une question vaste et complexe. La richesse et le progrès, pour moi, c'est un peu la même chose. C'est un mouvement, une projection dans l'avenir, une capacité d'anticiper. Il ne s'agit pas d'une accumulation de biens matériels mais d'assurer, tant en termes matériels que spirituels, c'est-à-dire en grande conscience de ses actes, un avenir meilleur pour les générations suivantes.

## LÂCHEZ PRISE!

**Votre conviction d'homme libéral est que l'ouverture des frontières et la liberté des flux de capitaux sont consubstantielles à l'enrichissement global du monde. C'est, dites-vous, en libérant les énergies, en ayant confiance dans l'avenir, que l'on crée plus de progrès. Qu'on en crée en tout cas plus qu'en voulant**

© Reuters

| «Un avenir meilleur pour les générations suivantes?».

**«planter des repères coercitifs». Contre qui est précisément dirigée cette attaque frontale, contre ceux qui souhaitent réguler davantage l'économie?**

Pour moi, les théories collectivistes recèlent une zone d'obscurantisme. Cette tache aveugle naît de l'idée que, dans un rapport commercial, le gain de l'un est une perte pour l'autre. Ce n'est pas vrai. Dans les sociétés ouvertes, l'échange entre deux individus peut générer un gain pour chacun et, donc, un gain net pour l'économie et la société dans leur ensemble. Accepter l'économie de marché, c'est refuser l'engourdissement, voire l'ossification, inhérents aux idéologies collectivistes. Mais en même temps, l'économie de marché doit être encadrée par des exigences de redistribution et d'élimination des injustices. Ce n'est que partagé que le progrès est honorable. Le modèle que je privilégie n'est pas la transposition sociale du «laissez-faire» préconisé par l'École de Chicago, mais plutôt —pour faire un parallèle avec la *vulgate* psychologique— le «lâcher prise». À mon sens, il faut sortir d'une logique de libération par l'obéissance et privilégier celle de l'entrepreneuriat et de l'émulation individuelle. Cette évolution impose une décentralisation des centres de décision, mais aussi l'acceptation de l'hétérogénéité des comportements et des modes de pensée. Ceci étant dit, il est vrai que la théorie économique classique qui a mis au clair ces vertus de l'échange marchand est probablement inaboutie dans la mesure où elle ne s'applique pas lorsque l'échange implique l'appropriation et l'usage irréversible de ressources finies comme les ressources naturelles non renouvelables, par exemple. Dans ce cas, le gain de l'un peut effectivement être une perte pour l'autre ou pour tous les autres. C'est évidemment là qu'intervient la conscience de l'environnement. En même temps, penser que l'homme or-

1 Bruno Colmant est Docteur en Économie appliquée de l'ULB. Conférencier et auteur d'une vingtaine d'ouvrages, ses multiples interventions dans les médias font de lui un des défenseurs attitrés du libéralisme philosophique, économique et financier. Notamment professeur d'université, il intervient ici en ses grades et qualités académiques.

# CATASTROPHISME

- Éloge de l'aléa
- L'historien et les catastrophes
- Attention, une crise peut en cacher une autre
- La crise, au-delà du slogan
- «C'est souvent le plus faible qui survit»
- Le complot mondialiste
- Une crise de civilisation?

**Nous éprouvons le sentiment de vivre une période de grands changements que nous appelons souvent catastrophes. Tous les domaines sont concernés: crise économique, changements climatiques, conflits géostratégiques, risques de pandémie, sans parler des complots que d'aucuns voient partout. Est-ce catastrophisme ou stricte réalité? Ou les deux? Ces crises ou catastrophes sont-elles forcément négatives... ou n'assistons-nous qu'aux premières secousses annonciatrices de bouleversements gigantesques?**



ganiserait sciemment son accablement et sa disparition me semble contraire à l'espoir et au besoin de futur qui anime chacun d'entre nous.

**Nous coexistons encore, dites-vous, avec des gens qui véhiculent des idées du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont été un échec au XX<sup>e</sup> siècle. On voit bien à quelles idées vous faites référence. Mais ne pourrait-on pas dire pire encore du libéralisme économique? L'assimilation du progrès à la croissance économique s'enracine dans des raisonnements formulés entre autres par Jean-Baptiste Say, Adam Smith, Robert Malthus, Benjamin Constant. Ces racines philosophiques ne remontent pas, elles, au XIX<sup>e</sup> siècle, mais au XVIII<sup>e</sup> siècle...**

Il me semble important de préciser que l'économie de marché n'est pas synonyme de libéralisme, même si les deux phénomènes s'entrelient mutuellement, par une affinité réciproque. L'économie de marché est un état de l'économie, tandis que le libéralisme est une école de pensée postulant que les libertés économiques — libre-échange, liberté d'entreprendre, libre choix de consommation, de travail, etc. — sont nécessaires en matière économique et que l'intervention de l'État doit être limitée. La diffusion de l'économie de marché a rendu caduque l'opposition traditionnelle entre capitalisme et socialisme. La réalité contemporaine et unificatrice, c'est la mobilité des facteurs de production. Au-delà de ce fait, l'affinité politique guide le curseur de la distribution des richesses.

### WALRAS, DARWIN, WEBER ET LES AUTRES...

**Quelle différence majeure voyez-vous entre la pensée libérale et la pensée socialiste au sens large?**

Le libéralisme, contrairement au socialisme, est adogmatique. Il est l'expression de l'aléa inhérent à la vie. Il crée ce que Weber a appelé l'ethos de confiance. Je retrouve dans le libéralisme une acceptation de la liberté d'entreprendre et un respect de la spontanéité du fait de commerce qui me paraissent tous deux indispensables au bonheur et à la richesse des nations: je suis très proche des thèses d'Adam Smith. Le libéralisme est conforme à l'état naturel des sociétés humaines, alors que tout ce qui tend à s'en écarter représente inévitablement une forme de tutelle pénalisante pour la créativité instinctive de l'être humain. Mais le libéralisme est une doctrine exigeante: accepter l'aléa et la spontanéité avec tout ce qu'elle charrie d'imprévisible est plus difficile qu'adhérer à l'une ou l'autre forme de pensée rassurante qui prétend réduire l'incertitude. Le postulat d'organisation dirigiste des sociétés humaines m'inspire la plus grande crainte. Quelle instance supérieure est à même de jouer un rôle aussi complexe? Comment peut-elle remplir correctement cette fonction démesurée tout en respectant la spontanéité du fait de commerce? Enfin, en imaginant qu'elle le puisse, de quelle manière peut-elle, en outre, garantir qu'elle redistribuera équitablement, en aval, les richesses que l'échange aura pu créer en amont? Le vrai danger du libéralisme est le monopole. Il faut lutter contre leur émergence.

**Les krachs, dites-vous, servent de charnière à des contextes socioéconomiques différents et surviennent**

■ La montagne n'était en effet pas en fer.

**en anticipation de transitions majeures: ils signent le passage à une vitesse supérieure de l'économie. La crise actuelle ne signifie donc nullement la fin d'un système, mais, le capitalisme étant un système résilient, elle signifie simplement sa mutation. Et ce qui est en jeu, cette fois, estimez-vous, c'est l'immersion totale dans l'économie de marché?**

Cela signifie que nous entrons dans une économie marchande conforme au modèle d'équilibre général développé par l'économiste néoclassique de l'école de Lausanne, le Français Léon Walras. Pour Walras, cet équilibre est atteint lorsque dans un monde de rareté, sur tous les marchés, plus aucun individu ne souhaite modifier le niveau de ses échanges parce qu'il a maximisé son intérêt personnel, qu'il a égalisé ses sacrifices et ses satisfactions marginales. Autrement dit, lorsque l'allocation des ressources, partout, est optimale. Or les conditions nécessaires pour que tous les facteurs de production, le capital, le travail, l'information, soient ainsi, chaque jour, mis à la crie dans une salle de vente aux enchères virtuelle existent désormais. C'est cela la mondialisation: un capital qui, grâce à l'informatique et aux fibres optiques, tourne autour de la planète à la vitesse de la lumière pour remplir instantanément la moindre poche de rentabilité disponible. Dans un tel monde interconnecté, le travail est devenu une variable subséquente: c'est le capital qui donne le tempo. Au travail de s'adapter. Et cela change beaucoup la donne. Jusqu'à présent, le débat politique entre la gauche et la droite a porté sur la mobilité des facteurs de production, la droite désirant fluidifier davantage celle du facteur travail et la gauche cherchant à réfréner cette exigence. C'est probablement un débat révolu. Grâce à l'économie de la connaissance et aux télécommunications, le capital a gagné: dorénavant, chaque individu, où qu'il se trouve, a accès à la même information que tous les autres, ce qui élimine de l'équation la nécessité d'une mobilité géographique toujours plus grande du facteur travail. Aujourd'hui, c'est la capacité de chacun à traiter l'information qui compte et non plus sa mobilité physique. Cette rupture provoquée par la circulation planétaire instantanée du capital et de l'information esquisse une économie implacable, une économie darwinienne où la géographie n'offre plus la moindre protection aux individus. C'est à ce niveau que l'éducation joue un rôle décisif.

© Reuters

### Une économie pour les forts?

C'est le risque. Et c'est pourquoi le rôle de l'État ne sera plus, dorénavant, de générer des richesses, mais de lutter impérativement contre les monopoles et de répartir scrupuleusement les richesses au profit des plus fragiles. L'État va devoir redéfinir ses objectifs de justice sociale. C'est, au reste, une question qui avait interpellé Max Weber, lequel situait le capitalisme dans la modération rationnelle de l'impulsion irrationnelle de la soif d'acquiescer. Weber voyait le manque de scrupules, l'égoïsme intéressé, la cupidité et l'âpreté au gain comme des traits caractéristiques d'un capitalisme «resté en retard».

### UNE ÉCONOMIE INFLEXIBLE ET ÉREINTANTE

**Avez-vous, vous, Bruno Colmant, envie de vivre dans un tel monde?**

J'aime la géométrie de l'aléa, mais je reconnais que cette économie inflexible est éreintante d'un point de vue individuel. La société qui lui correspond n'est pas une organisation collective où les individus sont liés par le consentement paisible à vivre ensemble, par l'exercice concret de la détermination conjointe des conditions de la vie commune et de ce qui constitue ses biens communs. L'économie du futur sera inductive plutôt que déductive. Nos communautés continueront à traverser un profond changement de modèle, touchant à la trame de nos valeurs collectives. Car, au-delà de l'adoption du modèle, un fait s'impose, au même rythme que la disparition des référentiels supérieurs: l'État providence ne sera plus la référence; ce sera la confiance en l'individu et donc sa responsabilisation au titre d'acteur de l'économie de marché, qui prévaudra. Mais il faudra en même temps atteindre un niveau de conscience individuel et collectif qui intègre la bienveillance, le partage et la charité.

**Vous affirmez que ce monde de plus grande volatilité où nous nous enfonçons amènera les gens à pénétrer les «arcanes de l'économie de marché»? Pensez-vous que les citoyens ordinaires souhaitent réellement une telle initiation? Quand ont-ils été consultés? Quand ont-ils eu leur mot à dire sur ce passage à un monde fait de toujours plus d'instabilités, de déséquilibres, de précarité, d'incertitudes?**

À dire vrai, le système est ambivalent. Il attire par sa capacité à générer le progrès et à démultiplier la richesse. Mais, en même temps, il est effrayant, voire suffoquant, à cause de son narcissisme. Dénué de mémoire, il ne s'accommode que de valeurs financières et de sciences exactes. Il ne tolère pas l'immobilisme et se révèle aussi volatil que les cours de Bourse qu'il anime. Mais que nous le voulions ou non, nous entrons bien dans une telle économie. Faire marche arrière? Lorsqu'existent des inégalités de richesses et de connaissances comme celles que nous connaissons, comment revenir vers une économie moins axée sur la recherche du progrès? Sauf à imaginer une improbable cristallisation de l'économie provoquée par une soudaine acceptation par chacun de son sort et de son statut, le virage est irréversible. L'acte de commerce est toujours fondé sur une asymétrie d'information ou une inégalité de richesse. Même si chacun disposait de la même maison, du même bagage intellectuel, du même niveau de fortune..., les gens se mettraient à échanger: le

temps, avec les effets différenciés du vieillissement, par exemple, susciterait très vite des faits de commerce spontanés. Sauf si nous étions des clones intemporels...

### UNE IMPOSTURE INTELLECTUELLE

**Certains imaginent que le *statu quo* économique est souhaitable et justifié par certaines traditions collectives...**

Comme s'il existait un état stationnaire qui constitue le point d'équilibre de l'économie, un niveau d'évolution qui minimise les perturbations de tous types, qui rendrait l'avenir enfin prévisible et rassurerait la plupart des agents économiques! À mon estime, cette vision du monde est utopique et sa formulation, une imposture intellectuelle. Une stabilisation de l'économie figerait les inégalités sociales et entraînerait, par conséquent, une politique de moindre distribution des richesses, qui elles-mêmes ne seraient plus générées ou, à tout le moins, ne croîtraient plus. On ne peut donc pas imaginer —encore que cela relève plus de la philosophie économique que de la modélisation économétrique— une sorte d'état fluide et stationnaire convergeant vers une répartition étale des richesses créées. Le progrès trouve son moteur dans certains déséquilibres. En d'autres termes, une stabilisation apparente n'intégrerait pas le facteur essentiel du progrès, à savoir le déséquilibre permanent des agrégats économiques et la réallocation permanente des capitaux et du travail. Elle nierait aussi l'aléa, positif ou négatif, lié aux différents états de la nature. Or, cet aléa est, globalement et sur une période suffisamment longue, positif pour les économies européennes. C'est aux pouvoirs publics, c'es-à-dire à nos choix politiques collectifs, de corriger ces déséquilibres.

**Que faites-vous dans tout cela de la menace d'un bouleversement global et irréversible du climat, lequel est désormais considéré unanimement comme la résultante du mode de production, de consommation et d'échange dont vous nous annoncez l'inéluctable accélération?**

Je ne vois pas de contradiction. Si l'on admet que l'homme est capable de régler ses problèmes autrement que par les armes et si l'on considère qu'il est à même de prendre conscience que nous ne pouvons pas vivre en consommant chacun des ressources naturelles qui nécessiteraient plusieurs planètes Terre, ma conviction est que, alors, la rapidité avec laquelle le monde marchand peut désormais opérer l'allocation optimale des ressources va spontanément contenir l'exploitation outrancière actuelle de la planète et régler les problèmes environnementaux et climatiques auxquels nous sommes confrontés. La prise de conscience actuelle de ces défis n'est-il d'ailleurs pas le fruit du formidable développement de l'information que j'ai évoqué. Bien entendu, j'ignore comment nous allons concrètement en sortir. Par la décroissance? Par une rupture technologique majeure? Mais ce que je sais, c'est que s'il s'avère que la meilleure allocation du capital est de moins croître, qu'un développement plus frugal donne un meilleur rendement financier, alors les investisseurs feront ce choix capitalistique-là! ■

“ L'ÉTAT VA DEVOIR  
REDÉFINIR SES OBJECTIFS  
DE JUSTICE SOCIALE.”

“ IL FAUT SORTIR  
D'UNE LOGIQUE DE  
LIBÉRATION PAR  
L'OBEISSANCE ET  
PRIVILÉGIER CELLE DE  
L'ENTREPRENARIAT  
ET DE L'ÉMULATION  
INDIVIDUELLE.”

LE PESSIMISME, COMPOSANTE DE LA MODERNITÉ

# L'HISTORIEN ET LES CATASTROPHES

L'alerte sanitaire lancée fin avril face à l'imminence d'une pandémie de grippe interpelle l'historien. On attend sans doute du recours à l'analogie, dont il a une certaine expertise, une confirmation de la sagesse populaire, encline à temporiser: ce ne serait pas la première fois que l'humanité est ainsi confrontée à une crise de grande ampleur et les moyens mobilisés devraient assurer un rapide retour à la normale. Mais, en même temps, la circulation rapide de toutes sortes d'informations et l'impossibilité de les hiérarchiser ont accentué les sentiments anxiogènes. Toute la gamme des fantasmes irrationnels risque bien d'être réactivée, de manière incontrôlable. Que faut-il en penser?

La connaissance progresse par la comparaison. La mise en contexte des situations de crise et de catastrophe conduit à mettre en évidence des similitudes mais rend encore plus évidentes la spécificité et l'irréductibilité de chaque situation historique. Dans un premier temps, s'impose à l'esprit la séquence des précédents épisodes où le virus de l'influenza s'est répandu de manière rapide d'humain à humain dans un périmètre géographique très étendu (ce qu'on appelle une épidémie) voire à l'échelle globale (pandémie). Généralement, la grippe saisonnière tue chaque année un million d'êtres humains. En Europe, c'est même la maladie infectieuse dont on meurt le plus! Parmi les épidémies plus virulentes, on retiendra la grippe dite de Hong-Kong en 1968, la grippe «asiatique» de 1957 et la trop célèbre grippe «espagnole» de 1918.

Dans un deuxième temps, le trouble s'accroît car le public a déjà été sensibilisé aux supputations sur le passage d'un virus d'une espèce animale à l'homme. Ici tout se mêle et les bribes de connaissances épidémiologiques rattachent souvent abusivement entre elles des séries complexes et toutes spécifiques. En effet, avec la grippe, on se trouve devant une épidémie très classique où l'animal est simplement le vecteur de la maladie. Le porc est un mélangeur de virus divers et les oiseaux en transportent dans leurs migrations. Et de se remémorer la pneumonie atypique de 2003 (qui incrimine peut-être la chauve-souris!) et surtout la grippe aviaire qui menace l'Europe depuis 2005. Dans ce dernier cas, on en est resté (heureusement) au stade d'une simple transmission ponctuelle de l'animal à l'homme. Ce qui est redoutable, c'est la transmission interhumaine, la contagiosité extrême entraînant une propagation exponentielle.

Un troisième niveau de diagnostic porte à constater la vulnérabilité du public face au risque objectif de contamination mais aussi face aux rumeurs. Les experts que font défiler les médias ne peuvent rien avancer de «formel» —selon l'expression consacrée— et se montrent souvent contradictoires. Ne se sont-ils pas trompés à plusieurs reprises dans leurs diagnostics? Certes, il n'y a pas lieu, dans le contexte actuel, de revenir sur la longue liste des alertes

chimériques. Prudents, les organes sanitaires, les spécialistes des maladies, les porte-parole gouvernementaux sont incapables de rassurer, d'où la perplexité du public et sa propension à créditer n'importe quelle rumeur, voire à reprendre les schémas éculés de la pensée du soupçon (l'idée notamment que certains bénéficient financièrement d'une panique programmée!). Dans le cas de la grippe dénommée faussement «porcine» dans un premier temps (avec des effets désastreux tant le porc assume dans la société occidentale une place alimentaire et symbolique essentielle), on se trouve manifestement devant un risque de type postindustriel caractérisé. Organique, mutant, invisible, furtif et surtout globalisé, le virus guette tout un chacun sans qu'on puisse anticiper son attaque.

## UNE HISTOIRE CULTURELLE DES CATASTROPHES

Sans prétendre s'immiscer dans le difficile débat scientifique que provoque la nouvelle souche virale, l'historien se doit d'intervenir en mobilisant ses propres compétences. Elles consistent précisément à donner une profondeur à l'événement et à insister sur l'imbrication des temporalités<sup>1</sup>. L'histoire culturelle étudie la catastrophe à partir des catégories construites par chaque société en son temps, met en évidence la pluralité des discours et différencie les acteurs. Non seulement, le type de risque et la nature des peurs ont changé mais aussi la manière dont les sociétés traitent les dangers et la gestion des catastrophes.

Un premier mode d'intégrer le risque est celui de la société dite «traditionnelle» confrontée essentiellement à des calamités naturelles. Ici, le terme récurrent est celui de «fléau». Il signifie que les désastres s'inscrivent dans un schéma d'explication où intervient la Providence divine attentive à admonester les hommes coupables de transgressions. Toutefois, on aurait tort de se contenter d'une interprétation trop convenue. Les sociétés anciennes ne sont pas soumises passivement aux forces telluriques et aux météores! De quoi composer des schémas explicatifs du passage de la comète, de la mauvaise récolte, de l'épidémie ou de l'inondation, beaucoup moins unanimes qu'il n'y paraît même si toutes ces calamités sont bien ciblées et circonscrites dans l'espace et le temps (contrairement au risque postindustriel!). Les malheurs de l'histoire, la crise de la Réforme, les épisodes climatiques extrêmes du XVII<sup>e</sup> siècle ont toujours été des occasions de mettre en jeu des schémas explicatifs articulant la causalité naturelle et l'explication divine, mais aussi, très concrètement de promouvoir des dispositifs de protection contre les risques avérés et récurrents. La manière de les traiter demeure essentiellement rétroactive. C'est l'expérience qui dicte le comportement adéquat.

Une deuxième période s'ouvre avec le tremblement de terre de Lisbonne en 1755. L'interprétation déplace alors vers

“PLUS LA TECHNIQUE ENVAHIT  
LES MODES DE VIE, PLUS LA  
VULNÉRABILITÉ S'ACCROÎT ET PLUS  
L'INCERTITUDE REVIENT EN FORCE.”

l'homme la recherche des explications du mal. Ce n'est plus Dieu qui punit, mais c'est la violence des interventions humaines qui devient contre-productive. Or, une logique du progrès peut bien se substituer à la conviction providentielle, cela ne suffit pas à répondre aux angoisses quotidiennes des populations surprises par les calamités. Laissé à

## UNE SOCIÉTÉ DU RISQUE

Paradoxalement, plus la technique envahit les modes de vie, plus la vulnérabilité s'accroît et plus l'incertitude revient en force. Ce n'est guère avant les années 1970 que le mot «risque» s'impose au discours, de l'économie à la médecine, de l'individuel au collectif, de la nature à la société. Aucune distanciation n'est désormais possible, l'objet qui provoque la peur ne peut plus être identifié: nous sommes entrés dans la société du risque. Apparu à la fin des années 1980, le principe dit de précaution en est la quintessence avec cette idée qu'il faut réagir dans le présent, dans l'immédiat, de manière proportionnée, même en l'absence de certitudes. La crainte du nucléaire durant les années 1970 et, dès les années 1980, la phobie de la catastrophe industrielle ou sanitaire alimentent les peurs contemporaines avivées par la découverte du changement climatique. Jamais auparavant, le genre apocalyptique n'avait suscité autant de titres en littérature, dans le cinéma. Pourquoi faudrait-il s'étonner de l'audience acquise par les scientifiques, surfant sur la magie des projections chiffrées et des expertises contrastées, profitant de la crédulité d'un public souvent ignare en matière scientifique mais avide d'émotions, voire fasciné par le malheur des autres?

Les événements des dix dernières années, l'irruption du terrorisme, les catastrophes naturelles globalisées comme le tsunami de 2004, l'apparition de nouveaux virus et les maladies émergentes, la crise financière planétaire, n'ont fait qu'accélérer le processus de vulnérabilisation de nos sociétés, pourtant hyper organisées et proactives devant l'éventualité d'une actualisation des risques. Le traumatisme gît au cœur de la culture occidentale, largement relayé par les médias. On renoue avec une composante essentielle de notre modernité qui, elle, n'a guère changé depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de ce pessimisme foncier qui nous fait raisonner en termes de déclin, d'entropie généralisée du système sociétal. L'aube du XXI<sup>e</sup> siècle semble désigner déjà un avenir crépusculaire. ■

**François Walter**  
Université de Genève  
Département d'histoire générale

Le virus A/H1n1 réveille les fantômes de la grippe espagnole.  
Un hôpital encombré de malades en 1918.

l'inépuisable commentaire, le «pourquoi» demeure, dans un climat relativement optimiste qui intègre le futur dans la gestion des problèmes. Le XIX<sup>e</sup> siècle est le siècle de la prévoyance et de la prévention, quand domine une logique de techniciens qui pensent que l'avenir permettra assurément de résoudre une série de dysfonctionnements, ceux que suscitent l'industrialisation et ses nouvelles «catastrophes» —le mot commence à être couramment utilisé dans la seconde moitié du siècle—, les accidents ferroviaires, les explosions de machines à vapeur, les tragédies minières.

Une troisième étape doit constater que la société occidentale est allée plus loin encore. Souvent annoncée, l'Apocalypse trouve, pour la première fois avec les guerres mondiales, sa réalisation banalement terrestre, atroce, bestiale et inutile. Pour nommer la barbarie infinie des hommes, le génocide du peuple juif emprunte au registre biblique un mot (*Shoah*) qui désigne à l'origine une catastrophe naturelle. Seuls des aphorismes théologiques peuvent évoquer l'effroi de «la nuit de Dieu». Dieu se serait éclipsé de l'histoire dont le déroulement est, par conséquent, devenu entièrement opaque. Avec la bombe atomique ensuite, c'est l'expérimentation inouïe et en direct d'une capacité d'auto-destruction totale de l'humanité.

<sup>1</sup> François Walter, *Catastrophes : une histoire culturelle (XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions du Seuil, 2008, 380 pages.



# ATTENTION, UNE CRISE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

L'évocation des années 1930 pour qualifier la gravité de la crise économique actuelle est sur toutes les lèvres, mais cette comparaison avec l'une des périodes les plus noires du XX<sup>e</sup> siècle n'aborde encore que très prudemment le domaine politique.

Comme si l'on craignait de tenter le diable en rappelant le spectre de l'effondrement démocratique de l'entre-deux guerres et son enchaînement tragique: la montée des extrémismes et des totalitarismes, la Seconde Guerre mondiale, l'Holocauste.

Et pourtant, la crise économique ne sera pas sans conséquences sur l'état de la démocratie. Le choc de la récession est déjà très rude. Les États-Unis ont perdu à ce jour

*ble. Elle menace à terme de balayer le monde tel que nous le connaissons et, avec lui, tous ceux qui n'arrivent pas à saisir sa magnitude et sa signification»<sup>1</sup>.*

Début mars, le Fonds monétaire international a tiré la sonnette d'alarme en désignant une vingtaine d'États du Sud particulièrement vulnérables et qui pourraient basculer, comme le Nigeria, la Moldavie et l'Angola. Selon le *Democracy Index* établi début 2009 par l'unité de renseignements du magazine *The Economist* (EIU), «la crise financière globale, en débouchant sur une récession aiguë et selon toute vraisemblance prolongée, risque de menacer la démocratie dans plusieurs parties du monde». Quarante-huit pays seraient à la veille de «troubles sociaux», prédit l'EIU.

Certains envisagent même le chaos. Professeur à l'Amherst College et auteur réputé, Michael T. Klare estime «*tout à fait possible*» que, si la crise économique s'aggrave, on assiste à «des rébellions armées, des coups d'État militaires, des guerres civiles et même des guerres entre États provoquées par des facteurs économiques»<sup>2</sup>.

Très conscients de la dimension politique de la récession, les milieux officiels élaborent des notes alarmistes et de modélisations catastrophistes. Début avril, le Bureau de renseignement et d'analyse du Département de la sécurité intérieure des États-Unis a estimé que «la crise économique, avec son cortège de pertes d'emploi, de faillites et de saisies immobilières, pourrait créer un terreau fertile pour les organisations violentes d'extrême droite».

Le 13 février dernier, lors d'une audition au Sénat, le nouveau directeur américain du renseignement, l'amiral Dennis Blair, s'était montré tout aussi alarmé. La crise économique «représente aujourd'hui la principale menace pour la sécurité des États-Unis, avant Al-Qaïda», avait-il déclaré. «Plus long sera le redémarrage de l'économie, plus grand sera le risque de graves dommages pour les intérêts stratégiques américains. Les crises économiques augmentent le risque d'instabilité politique si elles persistent plus d'un ou deux ans». Or, personne ne prédit un rapide «retour à la normale».

Des experts du Pentagone imaginent même des «scénarios du pire» —l'explosion des contestations sociales, la rupture de l'ordre public— et les ripostes à y apporter. Une étude<sup>3</sup> publiée en novembre par le *U.S. Army War College* parle de «chocs stratégiques» et de la possibilité de «dislocations violentes au sein des États-Unis qui pourraient être provoquées par un effondrement économique imprévu».

© Reuters

«La récession actuelle exacerbe, bouscule, accélère des phénomènes préexistants». Le bidonville de Bombay, Inde.

3,6 millions d'emplois, 62 000 entreprises américaines risquent de fermer leurs portes cette année. L'Europe est entrée elle aussi dans le tourbillon des faillites et des plans sociaux. En Chine, vingt millions de paysans migrants ont perdu leur travail. Jamais dans l'histoire, une crise économique de cette ampleur n'a été politiquement indolore.

Les prévisions inquiètes se multiplient. «Les élites économiques et politiques naviguent en aveugles, constatait récemment le grand intellectuel britannique Martin Jacques. Cette crise est la mère de toutes les crises économiques. Elle en est à peine à ses débuts et elle reste totalement hors de contrôle. Elle aura des conséquences politiques d'une portée considéra-

«LA CRISE ÉCONOMIQUE NE SERA PAS SANS CONSÉQUENCES SUR L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE.»

«Cette violence civile généralisée, poursuit ce document, forcerait le Pentagone à réorienter ses priorités in extremis afin de défendre l'ordre interne essentiel et la sécurité humaine... Dans pareil cas, le ministère de la Défense serait, nécessairement, un centre vital pour la continuité de l'autorité politique». «En clair», écrit le journaliste américain Chris Hedges qui a dévoilé ce document, cette étude annonce «l'imposition de la loi martiale et un gouvernement de facto dirigé par le Pentagone».

C'est un scénario apocalyptique, bien sûr, et rien n'indique qu'il se produira. Mais il donne une idée de la gravité, voire de l'angoisse, avec lesquelles certains milieux observent la formation des nuages au-dessus de l'horizon. Fin février, sur les antennes de BFM, Françoise Guillitte, d'Amnesty International, mentionnait, elle aussi, les risques d'une dérive autoritaire, au sein même de nos démocraties, confrontées à des mouvements de protestation sociale.

## LE RETOUR DE L'ANARCHIE

Pour les analystes «apocalyptiques», la récession actuelle est d'autant plus dangereuse qu'elle n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle exacerbe, bouscule, accélère des phénomènes préexistants.

L'année dernière, avant même que n'éclate la bulle financière, des dizaines de pays ont été secoués par des émeutes de la faim, conséquence ici aussi d'un mode de régulation internationale inadéquat, d'un modèle économique déformé et des conséquences de plus en plus évidentes du changement climatique sur la sécurité alimentaire.

Les prévisionnistes s'inquiètent surtout de ce que l'auteur «pessimiste» Robert Kaplan avait appelé, en 2000, le «retour de l'anarchie»<sup>4</sup>. Dans un livre à contre-courant des thèses de Thomas Friedman sur la «mondialisation heureuse», l'auteur décrivait un monde menacé par la dégradation de l'environnement, l'explosion des identités meurtrières et l'avènement de *hard regimes*, de régimes prétoriens chargés de gérer la crise et la rareté.

Depuis les attentats du 11 septembre, ourdis dans le chaudron maléfique du régime taliban, les stratèges américains sont persuadés que l'insécurité mondiale, en particulier sous la forme de la criminalité et du terrorisme transnationaux, se forge dans des États faillis ou des zones sans loi du bout du monde: les zones tribales du Nord-Pakistan, les quartiers défoncés de Mogadiscio, les bidonvilles de Casablanca et les tripots de Guinée-Bissau. Mais ils craignent davantage encore l'implosion de pays émergents, comme la Chine, ou de puissances pétrolières, frappées de plein fouet par la chute du cours du baril.

Pour les États-Unis, engagés dans des conflits sans fin au Moyen-Orient, la menace se fait toute proche. Le tocsin sonne le long de la frontière mexicaine où l'explosion de violence liée au trafic de drogue a fait près de 6 000 morts en 2008. La crise économique risque de tout aggraver avec

la chute des cours des matières premières, la diminution de l'activité industrielle dans des zones franches liées au destin de l'économie nord-américaine et surtout le retour de millions de migrants, victimes de l'effondrement du secteur de la construction aux États-Unis. Fin avril, l'épidémie de grippe porcine est apparue comme une malédiction de plus, confirmant les plus mauvais présages.

## QUELLE ALTERNATIVE?

Ces sombres scénarios pourraient-ils être stoppés? «Alain Minc est optimiste, ironisait début mars un blogueur français. Il faut donc vraiment commencer à s'inquiéter». Plus sérieusement, «les drames politiques des années 1930, note l'historien Niall Ferguson, auteur du best-seller *The War of the World*, furent le résultat de trois facteurs: la désintégration ethnique; la volatilité économique et le déclin des Empires capables d'ordonner le monde. Dans certains pays, ces trois conditions sont de nouveau réunies»<sup>5</sup>.

Le rôle de la futurologie, toutefois, consiste moins à prédire le futur qu'à définir les mesures à prendre pour forger un «avenir souhaitable». Mais quelles sont les alternatives? Les idéologies de la modernité sont en panne. Les ultra-libéraux refusent de reconnaître leur responsabilité, les sociaux-démocrates n'arrivent pas à formuler clairement leurs critiques car, après avoir été les grands perdants de la «révolution conservatrice» des années 1980, ils ont été les compagnons de route plus ou moins consentants de la «pensée unique». La «gauche de la gauche» a retrouvé ses marques et son Karl Marx, mais ses propositions sentent la naphtaline. La droite de la droite, de plus en plus ouvertement autoritaire et populiste, est prête à tout casser —l'État de droit, les garanties sociales, la concertation— pour que rien ne change.

La crise ne fait que commencer. Seuls des irresponsables, partisans de la rupture ou artisans de la stratégie de la tension, souhaitent qu'elle s'aggrave. Mais quelle que soit la capacité des États à couper le feu, le monde ne pourra pas échapper cette fois à une réflexion «radicale», c'est-à-dire «qui va à la racine des choses», sur l'origine de cette crise systémique.

Comme dans ces années 1930 qui produisirent Adolf Hitler mais aussi Franklin Roosevelt, le maréchal Pétain mais aussi le général de Gaulle, la chute dans l'autoritarisme n'est pas une fatalité. À deux conditions, toutes deux essentielles: oser penser «en dehors de la boîte» comme le disent les Anglo-Saxons, à l'image des audaces de l'économiste John Maynard Keynes; affirmer une foi inébranlable dans les vertus de la méthode démocratique, fondée sur le compromis, et dans les valeurs de la raison et de la liberté sans lesquelles la contestation et la révolte risquent de convertir une crise en catastrophe. ■

Jean-Paul Marthoz

<sup>4</sup> Robert D. Kaplan, *The Coming Anarchy. Shattering the Dreams of the Post-Cold War*, Random House, New York, 2000.

<sup>5</sup> Niall Ferguson, «The Era of Upheaval», *Foreign Policy*, March/April 2009.

<sup>1</sup> Martin Jacques, «The New Depression», *New Statesman*, 16 February 2009.

<sup>2</sup> Michael T. Klare, «A Planet at the Brink», Agence Global, 25 February 2009.

<sup>3</sup> U.S. War College, *Known Unknowns: Unconventional Strategic Shocks in Defense Strategy Development*, November 2008.

UNE INTERVIEW DE LUC FERRY

# LA CRISE, AU-DELÀ DU SLOGAN

L'économie, le social, les religions, les médias, le cochon...: tous en crise! Les bons conseils, petites phrases et mises en garde prospèrent allègrement. Avoir son mot à dire sur la crise... Au profit de qui et de quoi? Luc Ferry, philosophe et ancien ministre français, remet les choses à plat dans son nouvel essai\*.

toire? Le seul sens que je vois dans ce système sans âme, c'est que si je n'avance pas, je tombe. Comme à bicyclette. Un peu misérabiliste!

**La finalité humaine a-t-elle totalement disparu ou est-elle simplement devenue opaque?**

Pour les libéraux et leur dieu, le consumérisme, il suffit de «casser ce qui freine la consommation» pour trouver du sens. Pour une raison simple: plus il y a de valeurs morales et spirituelles fortes, moins nous consommons. Par conséquent, le chef d'entreprise, pour augmenter ses ventes, doit lutter contre ces valeurs morales qui menacent la productivité.

Il nous faut au contraire une logique qui déconstruise les valeurs traditionnelles, pour réapprendre à user de distance face à la société de la consommation. Il règne actuellement une terrible hypocrisie: les uns accusent l'État d'intervenir pour anéantir le capitalisme, alors que non seulement il ne veut pas le limiter dans ses prérogatives, mais avant tout le sauver, voire le renforcer! L'État veut se sauver lui-même. Certainement pas mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme!

## Les médias se nourrissent-ils de la crise?

Pour 65% des Français, le traitement de la crise par les médias finit par nuire à l'économie, selon une étude de la société Ethic. 45% des Français affirment faire une «overdose» d'informations sur la crise. Pour eux, cette «surmédiation» a un double impact: elle incite les entreprises à freiner leurs investissements (pour 65% des sondés) et limite la consommation des particuliers au quotidien (selon 43% des interviewés). Près d'un Français sur deux avoue que ce traitement de la crise a une incidence sur son moral. Le sensationnel fait vendre, mais il existe une distorsion entre les médias, notamment audiovisuels, et ce qui se passe réellement sur le terrain. Beaucoup de secteurs, paraît-il, se portent très bien (les services, par exemple). «Les médias paient un manque de culture économique de certains journalistes, qui font des parallèles sans en comprendre la parfaite pertinence», observe Jean-Marie Charon, sociologue.

**Certains affirment «qu'on va réguler» et que cela va tout résoudre, même si le monde «ne sera plus jamais comme avant»: une autre hypocrisie?**

C'est ce que j'appelle la «dépossession démocratique». Quand vous réfléchissez à la structure de la mondialisation, la logique du progrès y est plombée par un système de compétition ouvert sur le grand large. Par exemple, un vendeur de téléphones portables qui ne fait pas évoluer sans cesse la technique de ses modèles sait très bien qu'il est mort d'avance dans le contexte actuel. On avance à toute vitesse, mais uniquement pour ne pas tomber, et sans savoir le moins du monde dans quelle direction on va. Et cela ne va pas changer avec la crise! À mon avis, il ne va pas y avoir d'«avant» et «après» crise. On va peut-être réguler vaguement les *hedge funds* américains, ou s'attaquer (mais je n'y crois pas) aux paradis fiscaux, ou réinstaurer quelques verrous éthiques en ne prêtant plus par exemple à des personnes dont on sait pertinemment qu'elles ne pourront jamais rembourser, non pour les protéger, jamais, mais pour éviter une nouvelle crise des *subprimes*. On va au mieux (un peu) réguler —c'est probable, pas certain— mais cela ne changera en rien la structure de l'histoire dans laquelle nous évoluons aujourd'hui.

**La compétition universelle est, selon vous, disséminée dans des foyers qui recouvrent la totalité de la planète, ce qui fait que personne ne peut unifier un mouvement depuis sa «base», et que chacun reste donc dans l'ignorance de ce qui «se passe ailleurs»?**

Oui, chacun a le «nez dans le guidon» et ne voit ni ne comprend plus rien dans une globalité. J'ai, par le passé, démontré que nous ne sommes plus dans la société d'espoir, d'idéal, d'un Kant, d'un Voltaire, d'un Diderot ou d'un Rousseau (la recherche du bonheur et de la liberté des hommes) que l'on approche en faisant la révolution ou en édictant des lois, mais dans un engin fou qui fonce dans le vide (nous ne savons pas vers quoi, ni pourquoi). La crise peut aussi être un passage vers «autre chose»: mais quel projet de société? Que voulons-nous laisser comme monde à nos enfants? Veut-on un modèle de développement débridé, imprévisible, infini même, ou un retour à une vie privée qui se nourrit à nouveau de sens, et qui reprend ses droits?

Nous travaillons tous comme des fous, souvent plus de 10 heures par jour; la vérité est que l'on ne vit en accord avec ce que l'on aime vraiment, la plupart du temps, qu'en... été. Aux congés payés! Nous perdons notre vie en la gagnant. Il y a là un vrai problème de fond auquel il faudra bien s'attaquer un jour. Un véritable projet de civilisation permettrait de savoir à nouveau pourquoi on va travailler, pourquoi on passe une journée au bureau, pourquoi on n'a plus d'autre raison d'être que dans l'entreprise... Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas une meilleure régulation des marchés qui va résoudre cela! Il faut aussi penser en termes de civilisation. Il est urgent de renforcer l'équité sociale, mais aussi les solidarités réelles, au sein de la famille, entre les générations, dans l'entreprise... Car ce sont elles et elles seules qui donnent aujourd'hui une signification à l'existence quotidienne. Que voulons-nous transmettre à nos enfants, quel monde voulons-nous construire, est à mes yeux la vraie question à se poser et ce n'est pas une sortie de crise financière qui permettra ce questionnement. Bien au contraire.

© AFP

Manifestation de salariés des secteurs public et privé pour revendiquer une amélioration de leurs conditions de salaire et d'emploi, même à Monaco (le 16 avril 2009).

**Vous écrivez, en guise de conclusion, que pour sortir vraiment de la crise, il faudra retrouver le sens.**

Je parlais l'autre jour avec un chauffeur de taxi indien ou afghan, qui travaille 10-12 heures par jour. Lui sait pourquoi il travaille, ce qui donne un sens à sa vie: c'est de permettre à ses enfants de faire des études, d'avoir une vie plus épanouissante que lui. Porter le sens de sa vie dans les générations futures est une idée qui anime à mon avis à raison beaucoup de gens. C'est précisément ces valeurs simples qui sont battues en brèche dans un monde sans autre finalité que le gain. La sortie de crise ne mènera qu'à une régulation apparente des banques, ce qui permet d'éluder le sens via la technicité (par exemple la fluidité des prêts interbancaires). Mais ces cliquets et ces verrous n'empêcheront jamais cette fuite en avant du monde contemporain. Le problème du sens restera posé, sans qu'on y apporte de solution ou même d'avancée.

Alors, les philosophes sauveront-ils (enfin!) le monde? Vieux débat. Un peu galvaudé, sans doute... ■

Propos recueillis par Olivier Swingedau

## Sarkozy et «les coupables de la crise»: cherchez l'erreur...

«Il faut punir les patrons voyous, seuls responsables de la crise!» (Agen, 23 juin 2008).

«Dans une crise aussi profonde, aussi grave, chacun d'entre nous, quelle que soit la place qu'il occupe dans la société, a une responsabilité morale personnelle» (Saint-Quentin 23 mars 2009).

“DÉCONNECTÉ DE TOUTE VISÉE DE CIVILISATION OU D'HUMANISME, LE PROGRÈS N'A PLUS D'AUTRE JUSTIFICATION QUE SON PROPRE MOUVEMENT.

LUC FERRY,  
PENSER LE CHANGEMENT

tement relayée par des médias criant famine.

**| Luc Ferry:** Il est exact que certains médias, eux-mêmes aux aguets, font dans la surenchère mais leur attitude, celle d'éveiller le catastrophisme sans expliquer, montrer sans recul, ne se limite pas au slogan «la crise»; la même lecture au premier degré est utilisée pour tous les événements. Maintenant, à l'inverse, il serait tout aussi réducteur d'en conclure qu'il n'y aurait pas de crise... parce qu'on en parlerait mal! Il faut parler de cette crise, pas seulement parce qu'elle est économique, mais surtout parce qu'elle est destructrice d'hommes et de femmes, mortifère et antihumaniste. C'est le but de mon essai.

**Vous écrivez que «la société de consommation et son complice, le chef d'entreprise, portent une grande responsabilité dans la crise». C'est une boutade?**

C'est un clin d'œil! Une petite provocation déplacée à l'attention des «responsables» économiques... Pour moi, l'univers capitaliste n'est tout simplement pas un univers *moral*. Contrairement à ce qu'on affirme volontiers à droite, la société humaine ne peut s'expliquer seulement, et se résumer, à une compétition féroce, où «si vous n'avancez pas, si vous n'innovez pas, vous êtes morts». La compétition comme unique valeur est partout, mais cela change-t-il le cours et le sens de l'his-

\* Face à la Crise, de Luc Ferry, 5/2009. Éditeur Odile Jacob, collection Penser la Société.

Pour mieux connaître Luc Ferry, on lira aussi avec plaisir *La Tentation du Christianisme*, avec Lucien Jerphagnon, *L'Homme-dieu ou le Sens de la Vie*, et évidemment son *Kant* (Une Lecture des trois «Critiques»). Chez Grasset.



UNE INTERVIEW DE JEAN-MARIE PELT

# «C'EST SOUVENT LE PLUS FAIBLE QUI SURVIT»

En pleine année Darwin, Jean-Marie Pelt affirme que c'est souvent ceux qui apparaissent comme les plus faibles qui sont les plus adaptés. Il prend la nature à témoin et prône la modestie comme paradigme de la survie de notre société.

Alors qu'on célèbre le bicentenaire de la naissance de Darwin, l'auteur de *l'Origine des espèces*, ouvrage célébré comme contenant les principes de base de l'évolution de la vie, vous lancez le pavé dans la mare en affirmant que celui qui survit, c'est le plus faible¹.

**| Jean-Marie Pelt:** C'est dans notre tête que sont inscrits le fort et le faible et on le projette sur la nature entière. Darwin n'a pas dit que ce sont les plus forts qui survivent, mais les plus adaptés. Ce sont certains darwinistes, comme Huxley, qui ont forcé le trait en évoquant les griffes ensanglantées comme le critère de pouvoir et en donnant de la nature une vision épouvantable. La réalité est différente: il y a de nombreux exemples où la nature, par son «intelligence», a inventé d'innombrables mécanismes pour moduler et inhiber l'agressivité, parce que si tout le monde voulait tuer tout le monde, il n'y aurait plus de nature du tout depuis longtemps. Si tous les prédateurs bouffent les proies, ils en crèvent aussi.

**Vous donnez des exemples.**

Ce sont parfois des champignons microscopiques qui assurent la survie d'arbres géants. Par ailleurs, la nature n'est pas qu'une histoire de prédation, mais aussi d'entraide et de coopération, qui remettent en cause les idées de faiblesse et de force. Parfois, ce sont aussi les prédateurs qui sont mangés par leur proie. Sur le bord d'une mare d'Arizona, un chercheur a constaté que des milliers de crapauds de taille adulte mouraient, comme aspirés dans la boue. En fait, ils étaient mangés vivants par des larves de taon, qui leur suçaient le sang jusqu'à la mort. Par un curieux retournement de situation, des larves d'insectes sont devenues des prédateurs de crapauds. Les mêmes qui se nourrissent des taons qui naîtraient des larves tueuses..

**Quand la Terre bascule, mieux vaut être petit ou grand?**

Mais petit! La faune de Burgess, qui vivait il y a 530 millions d'années, n'est plus connue qu'à l'état de fossile. Tous ses animaux ont disparu et n'ont rien donné à l'époque actuelle. Ce ne sont les ancêtres de personne. Sauf un rescapé, le pikia, un organisme de 5 centimètres de long, un cordé, donc un ancêtre des vertébrés, une sorte de cousin éloigné, puisqu'il possède un organe qui préfigure notre colonne vertébrale. De même, qui est-ce qui survit à la grande extinction de la fin de l'ère primaire? 95% des espèces marines s'éteignent, davantage d'espèces terrestres survivent, mais ce sont les plus petits qui tirent leur épingle du jeu, comme le theriops,

un crustacé d'eau douce, qui est toujours là. Des amphibiens en modèle réduit, de petits conifères ont survécu, mais les gros carnivores, comme le lystrosaurus ou le dinogorgon, qui étaient, à leur époque, les rois de la jungle, ont été balayés. Les dinosaures n'ont pas résisté à l'effondrement des chaînes alimentaires marines et terrestres. Par contre, les tout petits mammifères capables de régulation thermique et aux besoins beaucoup plus modestes en nourriture ont survécu, heureusement pour nous. *Small is beautiful*, c'est la nature qui le dit et qui le prouve! Nous devrions en retenir la leçon, nous qui nous nous prenons pour les rois de la jungle...

**Pourquoi?**

Parce que les multinationales ou les tours gigantesques que l'homme construit semblent négliger la leçon de la tour de Babel. Il faudrait y préférer des petits logements collectifs. Le gigantisme ne se justifie pas et brise le réseau social, la reconnaissance entre humains. Il faut parier, ainsi que le fait la nature, sur la solidarité et la coopération. Et la proximité... Dans la société contemporaine, être petit peut être un vrai atout. Regardez le succès des petites voitures à deux places, faciles à manœuvrer et économes en carburant, alors que les énormes tout-terrain ne trouvent plus d'acheteurs. L'environnement culturel a changé. La tour d'un kilomètre de haut qu'on devait construire à Dubaï ne se fera probablement pas non plus.

**Mais est-ce que la tour n'est pas plus écologique que d'énormes conurbations à l'américaine qui ont une empreinte au sol beaucoup plus considérable?**

*In medio stat virtus.* Je pense que la solution, ce sont des petits collectifs lovés dans des jardins et la nature avec peu de circulation autour, comme cela se fait de plus en plus aujourd'hui, y compris à proximité des centres-villes, parce que les petits pavillons à trente kilomètres des villes posaient des problèmes de transport insolubles. Les tours sont parfois utiles, mais en les construisant de manière plus écologique. Le tout au pavillonnaire est une vraie prédation de la nature.

**Mais les grands ensembles subissent aussi leur perte du sens social.**

C'est pour cela qu'il faut de petits collectifs, où ne règne pas l'anonymat et où se délite cette régulation sociale. Nous ne sommes pas différents des rats, à ce point de vue. Un chercheur a étudié le comportement social de petites populations de rats. Il en a placé six dans une cage dont la seule

issue était une piscine pour aller chercher la nourriture. Au lieu que chacun aille chercher sa nourriture, il y a vite deux rats qui terrorisaient deux des rats-nageurs pour leur prendre leur nourriture, sans eux-mêmes se déplacer. Ce n'est qu'après avoir rassasié les dominants que les deux dominés pouvaient se nourrir enfin. Les exploiters, eux, ne nageaient jamais, se contentant de rosser les autres. Un cinquième rat, plutôt robuste, ramenait sa nourriture sans se soucier des autres. Un sixième occupait le bas de l'échelle, ne pouvant nager et ne pouvant survivre que grâce aux restes des autres. L'expérience fut conduite dans vingt cages simultanément et la même hiérarchie se mit en place partout. Mais le plus surprenant, c'est que groupant ensuite six rats exploiters dans une cage, ils avaient recréé cette hiérarchie après une seule nuit. Et ce fut la même chose avec une cage avec six exploités ou six autonomes. Il étendit ensuite l'expérience à une mini-société de deux cents rats. Il y eut des morts. Dans cette société, les exploiters donnaient leurs ordres à des lieutenants, ne devant plus eux-mêmes exercer la terreur, mais pouvant le faire à distance. Éclairant, non? Le coup de pied de l'âne de la nature, c'est qu'en analysant les sécrétions hormonales de chaque rat, le chercheur a déterminé que les rats les plus stressés étaient en tête de la hiérarchie, puisqu'ils craignaient à tout moment de perdre leur statut, et mouraient plus tôt. Bien entendu, les sociétés humaines atténuent l'âpreté de ces mécanismes, mais on n'en est pas loin si l'on songe aux bizutages de l'armée.

**Pour vous, le culte de la compétition est un détournement contemporain de Darwin...**

Hobbes, en établissant que l'homme est un loup pour l'homme, a valorisé l'esprit de compétition indissociable de la mise

en œuvre et de l'essor du capitalisme dans le monde entier. Parallèlement, le souci d'équité et de justice sociale ne figure plus qu'accessoirement dans les discours des hommes politiques. C'est le devoir de compétitivité qui est mis en valeur. C'est une société esquintante! La culture du résultat érigée en valeur suprême s'impose comme une véritable idéologie, à tous les niveaux, consultants, experts, cabinets d'audits et autres «coaches». C'est une idéologie à haut degré d'animalité. Il montre l'immense chemin qui reste à parcourir pour passer de l'individualisme à l'altruisme, de l'égoïsme à la solidarité et de la compétition à la coopération. «Aidez-vous les uns les autres» plutôt que «mangez-vous les uns les autres».

**Comment faire?**

La dissidence, le bris des normes, la conversion. Comme ce qu'osèrent Socrate, Jésus et Gandhi. Sans doute le payèrent-ils tous trois de leur vie, mais le silence du faible et la non-violence peuvent aboutir à des résultats bien plus importants que ceux obtenus par ceux qui s'affirment comme forts. Souvenez-vous de La Fontaine, du roseau et du chêne. Le silence face aux injures témoigne d'une grande force intérieure. Tous les humains se sentent contradictoirement habités par ces deux inclinations, forts et faibles, d'où résultent tant de conflits intérieurs. Faut-il faire taire sa conscience pour donner libre cours à son instinct vital, ou bloquer celui-ci et risquer de se faire écraser par autrui? Poussé à l'extrême, les deux termes de l'alternative sont pathologiques, l'un par le refoulement de l'instinct de vie, l'autre par celui de la conscience. Alors que le faible plie douloureusement, il apprivoise cette souffrance. Le fort, lui, sent nécessairement cette force lui échapper, se dérober. Tous les forts finissent par rencontrer un adversaire qui résiste et se renforce. Le fort ne cédera pas et s'épuisera dans sa volonté de vaincre. Toutes les spiritualités proposent le lâcher prise, le devenir souple. Faible? Si l'on veut... Les psy savent que les souffrances cachées des forts valent bien celles, davantage visibles, des faibles.

**La solution, vous la voyez donc dans la foi?**

Dans les fois. Toutes les religions du monde ont proposé des voies et moyens pour limiter l'agressivité et promouvoir la compassion, l'altruisme et l'amour. Le moment est venu d'aller résolument vers une civilisation de l'amour. Pour l'atteindre, il faut comprendre que la foi en notre avenir est la raison du plus faible. C'est ce qui fera notre force. C'est une utopie généreuse.

**Mais on commet tant d'horreurs au nom de la foi...**

C'est un fruit amer du libéralisme et de la mondialisation, de toutes les pertes de repères qu'ils entraînent, du culte de l'argent, qui entraînent, par contrecoup, des replis identitaires très forts où chacun essaie de se repositionner sur son propre pré carré. Cela génère des intégrismes. Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des talibans si on veut vendre absolument du whisky à Kaboul. Comme notre culture, dont nous sommes très fiers et nos valeurs, dont nous pensons qu'elles sont universelles, peuvent choquer très profondément d'autres peuples et d'autres sensibilités, nous avons à nous réinterroger sur nous-mêmes. ■

Propos recueillis par Frédéric Soumois

“LA NATURE N'EST PAS QU'UNE HISTOIRE DE PRÉDATION, MAIS AUSSI D'ENTRAÏDE ET DE COOPÉRATION.”

1 Jean-Marie Pelt, *La raison du plus faible*, Fayard, env.18 euros. L'auteur est professeur émérite de biologie végétale et de pharmacologie à l'Université de Metz.

# LE COMLOT MONDIALISTE

La théorie du complot traverse toutes sortes de discours politiques et religieux, et surgit dans les périodes d'angoisse collective. Analyse.

Au-delà des clivages politiques et de l'imagination fertile des uns et des autres, cette théorie obéit à un même schéma interprétatif de base qui résiste à la diversité des contenus. On y trouve notamment, à chaque fois, un premier groupe occulte et puissant qui cherche à dominer le monde. Un deuxième groupe, majoritaire, formé de gens manipulés sans le savoir. Et enfin un troisième petit groupe de gens courageux qui connaissent la vérité et qui se battent contre le complot<sup>1</sup>. Parmi les interprétations conspirationnistes de l'évolution du monde, il convient de s'arrêter sur la littérature foisonnante autour de ce que d'aucuns, chez les adeptes du complot aux États-Unis, appellent le «Nouvel ordre mondial» (*New World Order*).

Déjà dans les années 1950 et 60, les membres de la *John Birch Society* (JBS) parlaient d'un «super gouvernement mondial» unique, socialiste, promu par l'Union soviétique par l'intermédiaire des Nations Unies. La JBS voyait un vaste complot communiste, travaillant sans cesse pour renverser les libertés américaines et incorporer au passage les États-Unis dans un État et un gouvernement mondial. L'idée a fait son chemin dans les milieux de la droite religieuse (notamment chez Pat Robertson<sup>2</sup>) et de l'extrême droite et s'est fort développée, durant les années 1990, au sein des milices et des mouvements patriotes. La chute du communisme et la première guerre du Golfe ne sont pas étrangères à l'essor de cette idée. La disparition du communisme a créé une incertitude quant au visage de l'ennemi à combattre, et la guerre au Moyen-Orient menée par une vaste coalition internationale a permis à beaucoup de spéculer sur la disparition des forces armées américaines au sein d'un ensemble onusien mondial.

Au niveau des milices dont on parle moins aujourd'hui mais qui reviendront tôt ou tard sur le devant de la scène, les scénarios sont nombreux et les détails du complot varient d'une interprétation à l'autre, mais quelques invariants subsistent également. À chaque fois, il est question d'une minorité d'individus très riches et très puissants qui cherchent à mettre sur pied un gouvernement unique et mondial qui dirigerait toutes les nations. Ces hommes, qui sont organisés en sociétés secrètes, ont créé et instrumentalisé l'Organisation des Nations Unies pour s'immiscer dans les affaires intérieures des nations et les subvertir. Le complot est toujours présenté comme étant «déjà à l'œuvre et bien avancé», les maîtres du monde cherchent à abolir le

système politique américain et les libertés constitutionnelles afin d'enfermer les résistants (les milices) dans de vastes camps de concentration. Le développement des organisations internationales, les lois qui limitent le port des armes, la législation qui autorise l'avortement ou encore des événements comme l'embrasement de la ferme des Davidiens à Waco sont pour

carné selon eux par l'ONU, l'OMC, le GATT, la Commission Trilateral, le *Council on Foreign relations* ou encore le groupe de Bilderberg. D'autres s'en prennent aux Illuminés de Bavière et aux francs-maçons qui seraient à la botte d'un gouvernement sioniste d'occupation appelé ZOG pour *Zionist Occupation Government* et qui contrôlerait déjà le gouvernement fédéral américain. D'autres, enfin, s'en prennent aux États-Unis et à Israël qu'ils accusent d'impérialisme et de visées hégémoniques en Occident et dans le monde arabe, voire de volonté de domination mondiale.

La théorie du complot mondialiste traverse les pays, les périodes, les groupes et les partis politiques. Animé par une charpente commune et unique, reprenant les trois catégories d'acteurs évoqués plus haut, ce type d'analyse se décline de multiples manières au rythme des besoins et des événements politiques qu'elle cherche à élucider. Ainsi, il est remarquable de constater que si l'ONU est régulièrement utilisée par certains groupements radicaux aux États-Unis pour illustrer l'existence d'un complot à l'œuvre depuis plusieurs années —le siège de l'ONU est à New York et il abriterait en réalité une sorte de gouvernement mondial—, elle est en revanche considérée en Europe comme bien moins influente et surtout totalement dépendante des pays qui siègent de façon permanente au Conseil de sécurité.

Les trois catégories apparaissent aussi dans des scénarios différents. Par exemple, les discours extrémistes produits par la *Nation of Islam* aux États-Unis —un groupe radical qui défend la cause des Afro-Américains— peuvent se rapprocher de la rhétorique des milices et des mouvements patriotes lorsqu'il est question du gouvernement, et prendre ensuite une tournure totalement différente lorsqu'il est question d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse et d'identifier clairement «qui est contre qui». Les Juifs et les bureaucrates considérés comme derrière le gouvernement et contre les Blancs aux États-Unis ou contre les Français en France dans le discours de l'extrême droite deviennent dans le discours de Farrakhan, le gouvernement des «Blancs», éventuellement manipulés par les Juifs, contre les communautés noires<sup>3</sup>.

Autre exemple, s'ils sont nombreux chez les adeptes de la théorie du complot à soutenir Adolf Hitler pour s'en être pris virulemment au «vaste complot juif» dans les années 1930 et 40, certains poussent l'analyse plus loin et affirment qu'Hitler était lui-même manipulé par les Juifs. Dans cette interprétation, ceux-ci l'auraient poussé à réaliser la Solution finale pour que plus tard, après la guerre et la découverte de la barbarie nazie,

l'Occident, coupable et honteux, accepte la création d'Israël<sup>4</sup>. Cette lecture de l'histoire trouve aujourd'hui des adeptes dans les milieux qui soutiennent le président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

Les attentats du 11 septembre ont également fait l'objet d'interprétations multiples et variées dans les milieux radicaux aux États-Unis et en Europe. L'idée que ces attentats n'étaient pas l'œuvre de Ben Laden mais

du gouvernement américain, des Juifs ou d'Israël, a d'ailleurs fait son chemin bien au-delà des milieux extrémistes. Entre autres illustrations, «la presse arabe a interprété l'attentat du 11 septembre 2001 à New York de deux manières différentes, qui renvoient l'une et l'autre au thème du complot juif. La première explication soutient que les banques visées par l'attaque, qui avaient leur siège dans

les Twin Towers, appartenaient toutes à des Juifs et que, grâce à elles, les sionistes contraignent le gouvernement américain à agir selon leurs vues. La seconde justification prétend que le Mossad, service secret israélien, a perpétré le crime pour provoquer une réaction agressive des États-Unis contre le monde arabe»<sup>5</sup>.

Si la théorie du complot mondialiste peut à certains égards être très développée, notamment au sein des milices et des mouvements patriotes, elle peut également être plus généraliste, et partant imprécise, sur les acteurs du complot et leurs projets concrets. À titre d'exemples, le mondialisme et le cosmopolitisme fondent la vision et l'idéologie du président du Front National français et dans une moindre mesure de son homologue belge francophone. Le complot «est une entité indéfinie mais dont le projet attaque clairement les principaux fondements du modèle de société défendu par Jean Marie Le Pen; c'est en quelque sorte un complot sur mesure qui se réalise contre l'ordre "naturel" menaçant l'unité de la nation». Le complot «est présent avec l'immigration et l'Europe; il est mené par les lobbies et les élites, mais, surtout, il est "cosmopolite" et "mondialiste"»<sup>6</sup>. Il est l'œuvre des bureaucrates de Bruxelles, des Juifs et des francs-maçons, autant d'acteurs qui veulent faire tomber les nations et développer une société mondiale sous la coupe d'un gouvernement unique, fût-il d'abord européen et ensuite mondial.

Les théories du complot traversent l'histoire, elles surgissent dans des périodes d'angoisse collective où plus personne ne semble être capable de contrôler l'économie et la finance. À bien y regarder, on comprend qu'il est plus confortable de se dire que quelqu'un, dans l'ombre, dirige le monde plutôt que d'imaginer que la marche de celui-ci est véritablement hors de contrôle. ■

Jérôme Jamin

IL EST PLUS CONFORTABLE  
DE SE DIRE QUE QUELQU'UN,  
DANS L'OMBRE, DIRIGE  
LE MONDE.

3 R. Singh, *The Farrakhan Phenomenon*, Washington D.C.: Georgetown University Press, 1997, pp.256-257.

4 O. Guland, *Le Pen, Mégret et les Juifs. L'obsession du complot mondialiste*, Paris: La Découverte, 2000, p.57.

5 A. Goldschläger et J. Lemaire, *Le complot judéo-maçonnique*, Bruxelles: Labor/Espace de Libertés, 2005, pp.75-76.

6 M. Souchart, S. Wahnich, I. Cuminat et V. Wathier, *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris: La Découverte, 1997, pp.72-75.

Jérôme Jamin vient de publier à l'Amsterdam University Press, *L'imaginaire du complot - Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*.

1 D. Pipes, *Conspiracy. How the paranoid style flourishes and where it comes from*, New York: The Free Press, 1997, p.31.

2 Lire P. Robertson, *The New World Order*, Dallas: Word Publishing, 1991.



«NOUS NE CROYONS PAS CE QUE NOUS SAVONS»

# UNE CRISE DE CIVILISATION?

Au travers des bouleversements écologiques, sociaux, économiques politiques et culturels, notre humanité rencontre en ce début de siècle le défi majeur de son histoire.

cière et à l'affaiblissement de la consommation de la classe moyenne américaine. Et les grands prophètes de la haute finance débattent quant à eux sur les dates de la «sortie de la crise» et sur le degré de régulation nécessaire pour mieux domestiquer le capitalisme.

Aucune leçon de fond n'est tirée de la crise de civilisation que nous traversons. On se rejoue Keynes contre Smith en occultant totalement que les mutations gigantesques de notre présent sont avant tout un ébranlement des processus de transformation de la matière. «*Nous ne croyons pas ce que nous savons*» écrit Jean-Pierre Dupuy. Toute la communauté scientifique et intellectuelle, avec mille nuances et divergences, nous adjure que nous allons «dans le mur» par la contradiction grandissante entre les limites physiques de la biosphère et le caractère prométhéen et infini de l'activité des hommes. Mais nous ne songeons qu'à nous tracer une perspective pour combler à nouveau nos insatiables désirs et notre vertigineuse volonté de puissance.

Comme l'écrit superbement Yves Cochet<sup>1</sup>, il s'agit fondamentalement d'une crise anthropologique. C'est notre rapport à la nature, aux autres et à nous-mêmes qui doit être interrogé et redéfini. La crise économique et financière dévoile un effondrement de notre modèle de développement et appelle à une révolution des valeurs. À une forme d'insurrection éthique. Pouvons-nous indéfiniment nous rendre maîtres et possesseurs de la nature, selon la formule de Descartes, avec comme conséquence le caractère prédateur et compétitif vis-à-vis des autres humains et une aliénation croissante de soi-même? Les principes hégémoniques de notre présent se doivent d'être contestés —la croissance, le travail, la vitesse, l'action, la production, l'accumulation matérielle— pour tendre vers ce que Christian Arnsperger<sup>2</sup> nomme une critique existentielle du capitalisme.

Mais, nous en sommes encore si loin. Tous les discours de l'idéologie dominante ressassent le même logiciel mental d'une sortie de crise par la relance, d'une définition du bonheur par l'expansion des biens et des services, d'un sens de la vie indiqué par la boussole d'une transformation inexorable de la matière. Où se cachent les valeurs de solidarité et de fraternité, de convivialité et de coopération, de gratuité et de bien commun, de contemplation et de silence, de lenteur et de flânerie? Bref, ce que Georges Orwell qualifiait de décence ordinaire. Nous courons encore comme des automates si agités, si orgueilleux, et si convaincus de nos certitudes et de nos lieux communs, que notre si impérative révolution mentale semble bien improbable.

Les métamorphoses de notre monde charrient, au-delà des analyses et des perspectives, avant tout une désespérance et une souffrance sociale brute. Au Sud où la crise alimentaire augmente le nombre des damnés de la terre affamés par les déséquilibres de la production agricole et les spéculations. Où la masse des réfugiés environnementaux qui fuient désertification, cyclones ou inondations va sans cesse grandissante sur les chemins de l'exil et de l'errance. Où les pertur-

© Reuters

«Les métamorphoses de notre monde charrient avant tout une désespérance et une souffrance sociale brute». Mine de diamants à ciel ouvert de Kpetewama, Sierra Leone.

L'impensable, et donc l'impensé, peut survenir: la disparition, à quelques exceptions près, de la vie. *Homo disparitus* et place à l'hégémonie du minéral! C'est pourquoi, sans verser dans le millénarisme, je pense profondément qu'il faut s'inscrire dans le catastrophisme éclairé de Jean-Pierre Dupuy: le seul moyen d'éviter la catastrophe, c'est précisément d'envisager avec gravité le fait qu'elle peut se produire.

Croire, au sens religieux du terme, que le genre humain, avec son cortège de sciences et de techniques, va nous permettre, une fois l'orage apaisé, de reprendre la voie royale du progrès, de la croissance et de la consommation, me paraît constituer une erreur d'analyse majeure et totalement irresponsable en regard des générations de terriens qui nous succéderont.

Or toutes les interprétations dominantes de la crise actuelle se conjuguent en définitive sur le même mode: relancer l'économie, la circulation de la valeur et le pouvoir d'achat par l'investissement —modèle libéral— ou par la consommation —modèle social-démocrate—. Ainsi Jacques Attali qui limite le prisme de la crise à la sphère économique-finan-

ciations du cycle de l'eau, notamment par la fonte accélérée des glaces, menacent gravement des peuples entiers. Où la concurrence sauvage de notre si glorieuse globalisation fait reculer les droits élémentaires du travail et de l'homme.

Où... et chez nous, au Nord, repu par trois siècles d'exploitation vorace du reste du monde, les premiers craquements résonnent douloureusement. Les tensions sociales se durcissent, la litanie des chômeurs et des surendettés s'allonge, les crédits sont refusés et les usines s'essoufflent, les révoltes sont criminalisées et les exacerbations communautaristes et religieuses traduisent l'illusion de la recherche d'un doux réconfort. L'avenir s'assombrit, la frilosité gagne, l'incertitude du devenir et de la fin du mois inquiète et désespère. Demain n'est plus un refuge. L'État peine face aux inégalités qui se creusent et face aux systèmes de protection sociale attaqués de toutes parts. L'attente, la fatalité et la résignation s'installent en guettant les sorties présumées de la crise. Jusqu'à quand?

Jusqu'à la guerre? Puisque l'époque se nourrit de comparaisons historiques banales avec les années trente, André Gorz a rappelé dans ses derniers textes que le capitalisme avait résolu ses contradictions internes, celles du travail, de la valeur et du capital, par la guerre. À l'heure de la société de marché et du fondamentalisme marchand, peut-on imaginer une sortie civilisée et non barbare du capitalisme? Peut-on réorienter le pilotage de la planète vers une économie plurielle dont le marché ne serait qu'une de ses composantes? Peut-on dépasser le commandement divin d'une domination absolue de l'homme sur son milieu, ce qui a même amené certains à s'interroger sur le lien entre l'esprit du christianisme et le pillage des ressources naturelles? Peut-on rétrécir la sphère marchande et le règne tout-puissant de la valeur d'échange pour redécouvrir les vertus du collectif, de la coopération, de l'intérêt général, de la simplicité volontaire et de la valeur d'usage?

Vaste programme qui fait l'objet d'analyses passionnantes et de propositions qui rompent avec l'esprit des temps présents d'une transformation toujours plus rapide des cycles de la matière et des écosystèmes. Comment, au tréfonds des programmes politiques et de nos consciences, concevoir un projet de société solidaire et renouvelable qui équilibre les limites physiques, finies, de la terre et notre soif inextinguible, et infinie, d'accumulation des biens?

Face aux dogmes de la pensée dominante, le mouvement de la laïcité, par son esprit même d'ouverture et par sa perspective critique permanente couplée à son désir d'éthique, me paraît constituer un espace privilégié pour réfléchir, loin des sentiers battus et des certitudes mentales formatées, à ce que Edgar Morin<sup>3</sup> nommait, il y a plus de dix ans déjà, une autre politique de civilisation. ■

Jean Cornil

## Europe ou Amérique?

Le politologue gantois, Rik Coolsaet, (qui, par ailleurs, publie dans *Le Monde diplomatique*), nous donne dans un bulletin du Crisp<sup>1</sup> une synthèse brève des débats politiques suscités en Belgique par l'OTAN.

Tout est délivré sur un ton assez neutre, mais R. Coolsaet marque à chaque étape (avant la création, l'adhésion, l'«exercice» Harmel, les euromissiles, la fin de la guerre froide, les guerres du Golfe et d'Irak), l'enjeu entre une vision européenne (plus) indépendante et l'atlantisme pur et dur. Le débat est loin d'être terminé.

Les débats internes de la Belgique, à lire l'opuscule, ont été plus vifs qu'on ne le dit souvent, mais l'accent mis sur ceux-ci voile sans doute largement le fait fondamental d'une adhésion politique sans grande retenue.

R. Coolsaet masque soigneusement son avis sur la politique de Paul-Henri Spaak. C'est pourtant un point intéressant dans son texte. À la Libération, Spaak ne voit rien du conflit USA/URSS qui s'annonce et rêve d'une défense européenne fondée sur deux pôles, la Grande-Bretagne et l'URSS. Le «coup de Prague» a lieu le 28 février 1948. En juin, il rejette l'idée d'engagement américain vis-à-vis de l'Europe, mais fait en septembre son fameux discours «Nous avons peur».

Prévoir l'avenir n'est pas simple, mais Paul-Henri Spaak n'a-t-il pas été un perpétuel aveugle? Avant 1940, il n'a pas voulu combattre Hitler, n'a rien vu venir de l'URSS après 1945, avant de devenir, à la réflexion, un atlantiste inconditionnel et de voir absurdement en Nasser un nouvel Hitler. Un homme au verbe brillant mais sans perspective historique, à l'inverse de son ennemi De Gaulle. ■

Patrice Dartevelle

<sup>1</sup> Rik Coolsaet, «La Belgique dans l'OTAN (1949-2009)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1999, 2008, 46 pp., 6,9 euros.

1 Yves Cochet est député Vert de Paris.

2 Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Cerf, 2005.

3 Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Arléa poche, rééd. 2008, 80 p.

# Obama, l'Europe et l'OTAN

**Le style y est, la rupture déjà visible et l'esprit consensuel bien présent. Mais certains dossiers sont minés.**

Le nouveau président américain, Barack Obama —qui se veut l'héritier d'Abraham Lincoln—, «a du chien» pour reprendre les bons mots d'un dessin animé bien connu. Nous sommes face à une diplomatie de la réassurance, des nouveaux engagements de prime abord multilatéraux, faites d'ouvertures, de dialogues et de gestes forts dans les grands dossiers chauds, entre l'Iran, le Moyen-Orient, le G20, Guantanamo, le réchauffement de la planète.

Mais derrière l'Obamania ambiante, les accolades et l'enthousiasme des foules, l'avenir du positionnement américain sur les grands dossiers n'est pas clarifié. Ce n'est pas un seul homme qui peut changer la politique américaine et plusieurs dossiers sont minés malgré les discours consensuels. Le désarmement nucléaire est un objectif qui, s'il est engagé cette année avec l'amplification

des mesures prises avec le traité START-1, prendra plusieurs décennies, et ne sera que partiel, principe de précaution oblige. Le dossier iranien dépend en grande partie des résultats des élections internes, le bouclier antimissile au conditionnel est davantage complexe à finaliser alors que le relationnel avec la Chine et la Russie recèle de quelques inconnues. Ceci sans parler de la manière dont Washington va se positionner sur la question palestinienne, la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et la manière de travailler avec les régimes autoritaires. En outre, sa connaissance imparfaite de l'Europe

et le tropisme asiatique de la nouvelle administration imposeront une pédagogie élaborée depuis le Vieux Continent en direction de la nouvelle administration.

Cette dernière est actuellement en train «de se vendre» et Obama dispose actuellement du soutien d'une partie importante des citoyens américains. Pour les États-Unis, l'Europe est une zone géopolitique d'importance, mais parmi d'autres. Dès lors, on voit bien que c'est aux Européens eux-mêmes de faire aussi le travail de rapprochement vis-à-vis d'un pays qui évoluera encore à l'avenir autour de quelques tendances lourdes que nous présente Jacques Soppelsa: «la destinée manifeste» (le devoir moral envers l'humanité), le points d'ancrage (Taiwan, Panama, Israël, Cuba) et la poursuite de la doctrine stratégique de défense du sanctuaire américain bouleversé par le 11 septembre.

Dans le champ transatlantique, l'Europe peut espérer que le relationnel sera plus serein et moins autistique, avec de meilleures convergences entre Européens et Américains, tenant compte du fait que les États-Unis restent la première puissance qui doit néanmoins compter sur ses partenaires et alliés. Mais les réflexes sont encore là, comme nous le montre la vision américaine intrusive d'une Turquie membre à part entière de l'UE. De même, le dossier OTAN reste à facettes. Après la grand-messe de Strasbourg-Kehl d'avril dernier autour du 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Washington, les thèmes identitaires et conceptuels n'ont pas été abordés. Le complexe dossier afghan est piégé par la prise de risque différenciée sur le terrain, tout comme le partage du fardeau et, au final, par «l'effet

Pakistan». Quant au nouveau Concept stratégique de l'Alliance remplaçant celui de 1999 qui doit «tout remettre à plat» en matière d'objectifs fondamentaux, de structures, de missions et de valeurs, il ne sera adopté qu'en 2010 à partir des travaux engagés par les capitales des États membres de l'Alliance.

## LA FRANCE ET LA NORMALISATION DANS L'OTAN

Reste la nouvelle politique française vis-à-vis de l'Alliance atlantique avec l'annonce officielle de la normalisation quelques jours avant le sommet d'avril dernier<sup>1</sup>. Depuis son départ tonitruant en 1966 sur une décision du général De Gaulle (motivée par un souci d'indépendance et de pleine autonomie de son programme nucléaire naissant), la France a entamé un processus de rapprochement dès le début des années 1980, sous François Mitterrand. Il fut ensuite confirmé sous les présidents Chirac et Sarkozy. Paris a même tenté de «s'approprier» le Commandement régional AFSOUTH (Sud) de l'OTAN. Sans succès cependant. Mais la France ne s'est jamais complètement éloignée de l'Alliance atlantique, puisque si elle s'était retirée du commandement militaire intégré durant la guerre froide, elle restait membre du Traité de l'Atlantique nord et participait aux réunions du Conseil de l'Atlantique nord, instance politique de décision. Elle a pris en compte les évolutions doctrinales à la fois américaines et otaniennes, intégrant pour elle ce qui lui semblait correspondre à sa culture militaire et à sa vision de l'usage de la force<sup>2</sup>. Paris a en outre rarement hésité à envoyer des troupes sur les terrains

d'opérations considérés comme stratégiques pour Washington.

Certes, la dynamique hexagonale était conditionnée par les avancées dans le cadre de l'UE. Le calendrier ayant été inversé, les défis restent néanmoins bel et bien présents à propos de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Par le jeu des vases communicants et des contraintes budgétaires, l'entrisme français va clarifier autant que faire se peut la stratégie de l'OTAN et

serait source d'efficacité et d'économie d'échelle.

La nouvelle politique française clarifiée vis-à-vis de l'OTAN (le nucléaire français restant hors-champ) peut rassurer les alliés européens qui ne souhaitaient pas sacrifier l'Alliance pour une Union européenne majeure à long terme en termes militaires. Elle n'augure pas nécessairement d'une diplomatie normative. Paris reste attentif à sa posture nationale et à ses ambitions qui restent straté-

refusera toujours d'être figée dans une posture. Au final, la PESD ne se superpose pas à l'OTAN, mais joue dans une complémentarité où chaque capitale décide au cas par cas de ses engagements et de l'emblème associé. L'intergouvernementalisme règne en maître, tout comme le consensus au sein de l'OTAN. Il y va encore de la responsabilité du politique devant les risques de citoyens civils et militaires engagés sur les terrains extérieurs sous l'emblème choisie. Les contributions budgétaires restent sous contrôle souverain des États membres<sup>3</sup>, maîtres de leurs positions dans un cadre d'engagement où c'est la mission qui définit la coalition.

Les États-Unis ont compris en partie que «l'infantilisation militaire des Européens les desservait» et qu'il n'y a pas énormément d'alliés sur qui compter pour disposer d'une armée crédible et qui s'engage sur le terrain, d'autant plus que Paris a pris des initiatives de manière pragmatique sur des dossiers opérationnels, techniques et militaires durant la présidence du Conseil de l'UE au second semestre 2008, sortant ainsi de l'idéologie, des grands concepts européistes et des débats autour «des organigrammes institutionnels».

Le caractère quelque peu précipité de cette «normalisation assumée» devrait subir l'épreuve de réalité. Au vu des calendriers différenciés, l'OTAN et l'UE se sont jaugés et «attendus», entre mise à jour de la Stratégie européenne de sécurité, normalisation française et futur Concept stratégique. La question fondamentale reste celle de déterminer si l'avenir du relationnel transatlantique doit passer par des liens UE-OTAN ou des ponts UE-États-Unis, pluridimensionnalité des défis oblige. ■

**André Demoulin**

Attaché de recherche à l'École Royale Militaire (ERM). Chargé de cours invité de l'ULg.

«Se dirige-t-on à terme vers une américanisation de la sécurité européenne?». Hillary Clinton à l'OTAN, Bruxelles, le 5 mars 2009.

donner en principe quelque bénéfice à la PESD au vu de la complémentarité «apaisée» entre les organisations. Mieux, il pourrait s'agir aussi de retourner la charge de la preuve. En annonçant sa disponibilité à une «réintégration», le président Sarkozy fait la démonstration de la compatibilité entre l'OTAN et l'UE et de l'autonomie européenne un objectif non suspect. Plus d'Europe pour plus d'OTAN si ce n'est l'inverse.

La clé, cependant, réside toujours dans la façon dont les Américains et les Britanniques vont un jour donner leur blanc-seing à la mise en place d'un quartier général européen qui

giques. Son tropisme européen n'est pas effacé pour autant avec cette normalisation. D'autres questions apparaissent d'ailleurs avec ce nouveau tropisme américain de l'Élysée.

Un pilier européen dans l'OTAN est-il possible sans caucus? Se dirige-t-on à terme vers une américanisation de la sécurité européenne? Ou va-t-on assister sur le long terme à une maturation de l'Union européenne dans le champ de la défense territoriale, l'UE et l'OTAN se concertant pour les missions de gestion de crise «hors zone»? Dans tous les cas, même si la France est en voie de normalisation avec l'Alliance atlantique, elle

DERRIÈRE L'OBAMANIA AMBIANTE, L'AVENIR DU POSITIONNEMENT AMÉRICAIN SUR LES GRANDS DOSSIERS N'EST PAS CLARIFIÉ.

1 Cf. André Dumoulin, «La France et l'OTAN: vers la normalisation?», dans *Courrier du Centre de recherche et d'information socio-politiques* (CRISP) n°2005, février 2009.

2 Cf. André Dumoulin (dir.), *France-OTAN: vers un rapprochement doctrinal?*, Bruylant, 2006.

3 Relevons l'absence d'automatisme au sein de l'OTAN et le caractère souverain des décisions nationales où le veto de la Grèce a empêché l'Arm (Macédoine) d'intégrer l'OTAN (sommet de Bucarest), tout comme la France qui, avec d'autres pays alliés, s'oppose à la demande américaine d'ouvrir les portes de l'OTAN à la Géorgie et à l'Ukraine.

4 Arnaud de la Grange, dans *Le Figaro*, Paris, 31 mars 2008.



# D'Espagne et d'Amnésie

Quelle mémoire pour les victimes du franquisme? Le travail entrepris ces dernières années en Espagne est fragile. L'oubli est un ennemi redoutable.

L'anniversaire est passé pratiquement inaperçu. Le 1<sup>er</sup> avril 1939, le général Franco proclamait terminée la guerre civile qui venait d'opposer pendant presque trois ans les nationalistes aux républicains. «La guerre est finie». Les armes, en effet, se turent bientôt, mais l'Espagne n'a jamais vraiment retrouvé la paix intérieure.

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, le parlement espagnol s'est contenté de célébrer en catimini le septantième anniversaire de la fin de la guerre civile en y allant d'une cérémonie au rabais. Seuls les petits partis de

gauche avaient tenu à saluer la mémoire des victimes de la répression franquiste, en l'absence d'officiels du gouvernement. Une centaine de personnes, parmi lesquelles d'ex-prisonniers politiques du régime de Franco (1939-1975) et des membres d'associations d'anciens combattants républicains s'étaient retrouvés aux côtés d'une poignée de députés de gauche et du centre. Les socialistes de Zapatero, dont le grand-père fut fusillé par les franquistes il faut le rappeler, ne s'y étaient pas précipités. Une commémoration minimaliste pour un conflit qui fit tout de même un demi-million de morts et conduisit à des décennies d'oppression.

## UNE MÉMOIRE TRONQUÉE

Depuis plusieurs années, essentiellement sous l'impulsion des familles des victimes républicaines, l'Espagne a pourtant entamé un travail de mémoire. Des dizaines de milliers de

«rouges» furent sommairement fusillés par les nationalistes ou soumis aux travaux forcés, tandis que 500 000 personnes prenaient le chemin de l'exil et voyaient leurs biens saisis. Les républicains ne furent pas en reste: durant l'été 1936 notamment, en plus des 7 000 à 8 000 religieux massacrés, près de 2 000 phalangistes allaient être éliminés en zone républicaine de façon absolument gratuite. Mais les franquistes sortant vainqueurs du conflit, leur version des faits fut longtemps la seule autorisée en Espagne. Ils ont façonné l'histoire à leur manière, plaçant leurs héros dans la lumière et reléguant leurs adversaires républicains dans l'obscurité pour mieux leur mener une guerre sourde.

C'est ainsi que pour l'historien andalou Francisco Espinosa, de 50 000 à 130 000 républicains ont été tués

durant la dictature franquiste. Les victimes étaient souvent dénoncées dans les villes et villages espagnols, y compris par le «curé» local, rappelait récemment le quotidien *El País*<sup>1</sup>, reproduisant les mémoires d'un religieux capucin de Saragosse. Le clergé, devenu un des piliers idéologiques du régime de Francisco Franco, rendait aux républicains la monnaie de leur pièce. Fin 1939, ils étaient encore 270 000 à être incarcérés. Ils allaient être soumis à de longues années de travaux forcés dans des camps pénitentiaires militarisés. Ce système de rédemption par le travail avait été conçu par un jésuite, Agustín Pérez del Pulgar.

Puis, avec les années, les esprits ont retrouvé un semblant de sérénité. Le régime franquiste s'est adouci. Franco est mort. Ce fut le retour à la démocratie, la movida, l'entrée de l'Espagne

dans la CEE... Les Espagnols des deux camps et leurs descendants s'activèrent surtout à regagner le temps perdu, évitant de trop regarder en arrière. Mais il y a dix ans, sous l'impulsion des petits-enfants des victimes républicaines, un travail de mémoire historique a progressivement vu le jour. Quelque 200 associations ou fondations se sont créées depuis pour lutter contre «l'oubli officiel» de cette période répressive, ponctué par une amnistie générale en 1977, deux ans après la mort de Franco, dans le cadre de la «transition» démocratique. L'adoption en 2007 d'une loi dite de «mémoire historique» et une récente tentative du très médiatique juge Baltasar Garçon de rendre justice aux victimes du franquisme ont conforté ceux qui travaillent en ce sens. Garçon s'est également étonné de l'absence d'enquêtes concernant le sort de milliers «d'enfants volés» sous la dictature franquiste, soustraits à leurs mères républicaines et souvent confiés à des institutions religieuses.

## PETITS ARRANGEMENTS

Le mutisme du gouvernement espagnol à l'occasion du septantième anniversaire de la fin de la guerre civile a fatalement excédé les défenseurs du travail de mémoire historique. Le spécialiste anglais Paul Preston qui fait référence s'en est également ému. Pour lui, l'État espagnol «doit maintenant assumer ce travail de mémoire»<sup>2</sup>, assuré jusqu'à présent par les historiens et les bénévoles des associations. Et ce, bien que la loi de 2007 ait contraint dans une certaine mesure les pouvoirs publics à prendre une part de responsabilité en la matière.

Il n'est pas interdit de se demander si le gouvernement socialiste de Jose Luis Zapatero n'a pas mis le couvercle sur la bouillotte mémorielle en échange de quelque compensation. En 2007, la décision de ne pas imposer un devoir de mémoire procédait sans doute du bon sens et du réalisme politique. À quoi aurait-il servi de dresser à nouveau une moitié de l'Espagne contre l'autre? Reste que la quasi-amnésie qui a accueilli ce septantième anniversaire passerait aisément pour un déni, si elle n'avait été mise au service de la «bonne cause». L'arrivée à la tête du Pays basque d'un socialiste avec l'appui du Parti populaire —et au détriment des nationalistes locaux— n'a pu se faire

sans établir une certaine sérénité en amont. Cette question posée lors d'un colloque tenu en 2007 à Clermont-Ferrand n'en reste que plus actuelle: «*Les engagements pris à la mort de Franco pour assurer une transition démocratique, fondés sur "l'amnistie", sur la "réconciliation" et sur le maintien d'un rapport de force, n'ont-ils pas imposé l'oubli des victimes du franquisme et contribué à la permanence d'une mémoire tronquée, injuste, de la guerre et de la dictature?*»<sup>3</sup>.

## REFONDER LE SOUVENIR

Pourtant, ils sont des milliers aujourd'hui, en Espagne et à l'étranger, à vouloir connaître ce qui est advenu des leurs et à faire enfin leur deuil. «*Ce moment d'oubli nécessaire avant de se replonger dans les réalités passées*» que conseillait Jorge Semprun n'est plus de mise aujourd'hui, à les entendre. Il faut, nous assurait récemment François Santin, un enfant de l'exil républicain installé près de Liège, aujourd'hui âgé de 77 ans, comprendre mais aussi éviter de rééditer les erreurs du passé: «*Si dans nos pays, on n'éduque pas les jeunes à savoir ce que sont les fascismes, cela revient à méconnaître le présent et à laisser cours aux atrocités du lendemain*»<sup>4</sup>.

L'argument est classique et de bon sens. Il n'a qu'un défaut: celui de pouvoir être récupéré par tous les camps. C'est ainsi qu'en 2007, lorsque l'Église se mit en tête de canoniser un certain nombre de prêtres victimes des républicains, elle eut tout le loisir de ramener les héritiers de ces dernières à la réalité d'une époque, reprenant d'une main ce que le pouvoir temporel leur avait donné de l'autre. Les nationalistes ont eux aussi souffert. La reconnaissance de la douleur n'en donne jamais le monopole.

La dimension quasi mythique acquise par le conflit espagnol, largement alimentée par des littérateurs ou des cinéastes qui ont vu dans ce combat fratricide une forme parfaite de romantisme guerrier, a fatalement volé au travail de mémoire l'authenticité de sa matière première. Cette guerre est devenue une toile de fond pour d'autres récits. Elle a fini par se muer en une sorte de produit commercial. Les œuvres révisionnistes se sont par ailleurs multipliées, tendant à banaliser les atrocités du passé. Dernier avatar en date de cette banalisation:

en 2008, la guerre civile a fait son entrée dans le monde des jeux vidéo. «Sombres de guerra» renvoie les ados septante ans en arrière et leur permet de flinguer du rouge ou du facho à tout va.

Ce glissement n'est pas sans alarmer ceux qui veulent garder à la mémoire sa «noblesse». À l'ULg ainsi, Luciano Curreri, qui a étudié la place du conflit espagnol dans la littérature italienne, tire la sonnette d'alarme: «*La mémoire n'est pas une fantaisie imaginaire. Elle ne peut pas être utilisée d'une façon douce et souple. Elle nous invite à dire qui nous sommes*»<sup>5</sup>.

La question mémorielle en Espagne est donc loin d'être vidée. Si une statue de Franco a fini par être déboulonnée à Santander, des rues portent toujours les noms de ses généraux. L'Association pour la récupération de la mémoire historique s'est insurgée récemment contre la reconduction du titre de «duc de Mola» à un héritier du général Emilio Mola — qui s'était montré particulièrement impitoyable envers les rouges durant la guerre civile. Enfin, de 40 000 à 60 000 corps de républicains devraient encore être exhumés.

En Espagne, la clé du travail de mémoire est plus que jamais l'affaire de la jeune génération. Son arrivée à l'âge adulte a croisé la disparition des protagonistes du conflit, mais aussi la dissipation de la crainte d'une autre guerre intérieure. Elle veut en finir avec un déni collectif. Mais elle sait aussi que le temps lui est compté. Car elle représente probablement l'ultime tremplin d'où peut s'élancer une refondation du souvenir. Avec quelle pérennité? En Allemagne, où la mémoire relative aux faits de la Seconde Guerre mondiale s'est construite d'une manière tout à fait différente, l'idée de responsabilité collective est désormais un fardeau, une ineptie, pour bien des jeunes. L'amnésie est un processus naturel. La mémoire l'oublie trop facilement. ■

Pascal Martin

2 Dépêche de l'Afp, 31 mars 2009.

3 Ce texte peut être consulté sur <http://ccec.revues.org/index2142.html>

4 *Le Soir*, 1<sup>er</sup> avril 2009.

5 *Ibidem*.

1 *El País*, 14 décembre 2008. [http://www.elpais.com/articulo/reportajes/Morir/fila/elpepusodmg/20081214elpdmngrep\\_6/Tes](http://www.elpais.com/articulo/reportajes/Morir/fila/elpepusodmg/20081214elpdmngrep_6/Tes)

LE MUSÉE QUI LUI EST CONSACRÉ OUVRE SES PORTES EN JUIN

# Magritte le sophiste

**L'ouverture à Bruxelles d'un musée entièrement consacré à René Magritte dit assez la reconnaissance dont jouit désormais, en Europe et bien au-delà, l'œuvre du peintre surréaliste, artisan d'une révolution de la sensibilité dont les exemples ne sont pas légion dans l'histoire de l'art.**

Pour prendre la mesure de cette révolution, les critiques ont su, au fil des années, déployer tout leur sens esthétique. Mais il n'est pas interdit de tenter d'autres voies d'analyse, plus strictement philosophiques, dans une perspective que Magritte aurait d'autant moins désavouée qu'il fut d'abord un penseur de la peinture, acharné à questionner son art comme peu d'artistes avaient osé le faire avant lui. Passé l'effet de surprise que provoquent immanquablement ses tableaux, le spectateur, s'il est tant soit peu helléniste, finit par y percevoir des échos familiers. Osons le mot: Magritte était un Grec à sa manière, il s'inscrivait dans une problématique fort ancienne, «présocratique».

Penser Magritte dans les catégories de la pensée grecque revient à le traiter comme un sophiste au sens *intellectuel*, débarrassé autrement dit de toute l'aura négative dont une tradition malveillante a pu entourer le terme jusqu'à notre époque. Réfléchissant sur les bouleversements qu'il a introduits dans l'ordre pictural, on est tôt ou tard amené à le comparer à Gorgias. Sextus Empiricus rangeait ce dernier parmi les penseurs «*qui ont supprimé le critère de vérité*»<sup>1</sup>. De fait, Gorgias, comme le laissent entendre les fragments que nous avons conservés de lui, allait le plus loin possible dans la remise en cause du langage. Au discours, le sophiste déniait le pouvoir de traduire la réalité, de dire l'essence des choses. C'est en cela qu'il s'op-

posait à l'essentialisme platonicien, qui se fait fort d'atteindre l'être par la puissance des mots. «*Si les pensées ont l'être pour objet, faisait-il remarquer, tout ce qui est pensé existe, de quelque manière qu'on le pense. (Ce qui est aberrant). En effet, de ce qu'on pense à un homme volant ou à un char qui court sur les flots, il n'en résulte pas pour autant qu'un homme vole ou qu'un char coure sur les flots. Par suite, les objets de nos pensées ne sont pas des êtres*».

Logiquement, affirmer l'impossibilité pour l'homme de connaître et de concevoir le réel est de nature à jeter le discrédit sur la raison, lorsqu'elle se prétend capable de légiférer dans l'absolu. Il n'y a pas de Vérité universelle, suggère le sophiste, il n'y a que des vérités particulières, relatives à un espace et à un temps donnés, des vérités conventionnelles, résultant d'un pur consensus social. C'est ce relativisme —ce nominalisme— qui informe la pratique subversive de Magritte. Aux yeux du peintre, la distance entre les images et les objets qu'elles représentent est aussi infranchissable qu'entre les mots et la réalité qu'ils sont censés dire. Telle est la leçon, élémentaire, que nous donne le célèbre «Ceci n'est pas une pipe». Entre le tableau représentant une pipe et l'objet réel appelé «pipe» de manière totalement arbitraire, on ne saurait postuler la moindre relation de nécessité. L'objet n'est pas plus dans l'image que la chose n'est dans le mot. «*Un objet, dit Magritte, ne tient*

*pas tellement à son nom qu'on ne puisse lui en trouver un autre qui lui convienne mieux*». Et il donne lui-même l'exemple dans *La Clé des songes* où l'on voit l'œuf baptisé Acacia, la chaussure féminine baptisée la Lune et la bougie baptisée le Plafond.

C'est à ce titre que le peintre peut apparaître, au premier abord, comme un artiste profondément dévastateur, *dés-espérant* au sens étymologique. Ne nous prive-t-il pas de tout espoir d'adhérer intellectuellement aux choses? Ne nous signifie-t-il pas notre exil définitif, notre étrangeté foncière par rapport au monde où nous habitons? Mais il ne faut pas s'en tenir à l'ironie de l'œuvre. L'œuvre n'est pas seulement un laboratoire où un savant illuminé, confondant le vrai et le faux, s'amuse à de folles expérimentations, elle n'est pas seulement une table de dissection ou un atelier de montage où sont exposées, comme pour le plaisir des pervers, des figurines en morceaux. Magritte ne détruit l'illusion figurative que pour en faire naître une autre dont dépend l'avenir de notre insolente liberté. L'attentat contre la vraisemblance, le désamorçage de la rhétorique picturale propre à l'Occident, débouchent sur une éthique. Nous nous trouvons à ce niveau d'intelligence critique où, selon une formule de Wittgenstein, «*l'éthique et l'esthétique ne font qu'un*». Et c'est sur ce plan que, via Magritte, nous rejoignons Gorgias et sa théorie du discours.

Si rien ne nous permet d'atteindre le fondement des choses, il ne nous reste plus, comme les poètes, qu'à jouer sur et avec les mots et, comme les peintres, qu'à manipuler les images, nous livrer à de fulgurants collages, des «accords parfaits», prometteurs d'extases et de dérèglements jouissifs. «*Le discours est un tyran très puissant*, énonce Gorgias au faite de la lucidité, *la parole peut faire cesser la peur, dissiper le chagrin, ex-*

*foncière irréductibilité à toute forme de religiosité.*

## LA RÉVOLUTION MAGRITIENNE

Tout le monde n'a pas été capable d'estimer l'ampleur de la révolution magritienne: André Breton lui-même, pressé de rendre compte de «L'envergure de Magritte»<sup>2</sup>, commit l'erreur fatale lorsqu'il s'efforça d'attirer le peintre du côté de la pensée

Peut-on comprendre un tableau de Magritte en décortiquant son titre? Le peintre s'empresse de nous détromper: «*Les titres des tableaux ne sont pas des explications et les tableaux ne sont pas des illustrations des titres. La relation entre le titre et le tableau est poétique, c'est-à-dire que cette relation ne retient des objets que certaines de leurs caractéristiques habituellement ignorées par la conscience, mais parfois pressenties à l'occasion d'événements extraordinaires que la raison n'est point encore parvenue à élucider*». On voit de nouveau, à travers cette citation, que l'artiste fait appel à l'imagination sans frontières qui sommeille au-dedans de nous et ne demande qu'à s'éveiller, larguant les amarres qui l'enchaînaient au monde de la pensée comptable, celui de M. Poujade et de ses épigones, avides, selon l'analyse de Roland Barthes<sup>3</sup>, de nier la différence, de réduire le monde à une pure égalité et de prôner un salutaire retour au soi-disant «bon sens».

Que certaines techniques de Magritte aient été récupérées par la publicité et passées à la moulinette de ce que Marcuse appelait la pensée fonctionnelle (elle fait saliver pour faire acheter), que le peintre lui-même se soit montré sophiste dans la pire acception du terme cette fois (il se fit cyniquement le marchand de la révolution qu'il avait fomentée), tout cela ne doit pas nous empêcher de saluer comme il se doit un grand déstabilisateur qui, sans aucun doute, a dû une part importante de son génie ironique au fait qu'il appartenait à un pays situé aux marges de la francophonie, à un espace où, des deux côtés de la frontière linguistique, la langue française a toujours fait problème. ■

Michel Grodent

«*Magritte ne détruit l'illusion figurative que pour en faire naître une autre dont dépend l'avenir de notre insolente liberté*». Musée Magritte, place Royale, Bruxelles.

*citer la joie, accroître la pitié*». C'est dire que le discours a la capacité de fasciner et d'hypnotiser. L'histoire montre chaque jour que l'homme est susceptible d'obéir aux commandements les plus absurdes. Mais le discours n'en a pas moins des vertus émancipatrices. Il peut être un somnifère autant qu'un excitant. Tout le travail de Magritte consiste à fournir au spectateur de ses toiles des images libératrices, des drogues désaliénantes. La magie picturale qu'il met en œuvre n'est aucunement celle de la propagande. Elle ne viole pas les foules. Elle leur apprend à se déprendre des mots d'ordre. D'où sa

analogique, fondée sur un va-et-vient entre «*la "réalité relative" fournie par les sens et la "réalité absolue" qui est voulue par l'esprit*». À son imprudent thuriféraire, Magritte répondit de manière détournée à l'occasion d'une exposition organisée à la galerie lolas: «*Il faut ignorer ce que je peins pour l'associer à une symbolique naïve ou savante. D'autre part, ce que je peins n'implique aucune suprématie de l'invisible sur le visible: celui-ci est assez riche pour former le langage poétique, évocateur du mystère de l'invisible et du visible*». Rien, décidément, n'apparente le surréaliste belge à un peintre d'icônes.

<sup>1</sup> Je cite d'après *Les Présocratiques*, édition établie par Jean-Paul Dumont, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1988. *Les Écrits complets de Magritte*, édités par André Blavier, viennent de ressortir chez Flammarion.

<sup>2</sup> Cf. *Le surréalisme et la peinture*, reproduit dans *Écrits sur l'art et autres textes*, Œuvres complètes, IV, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, p. 830-3; notes, p. 1385-7.

<sup>3</sup> Dans *Mythologies* évidemment.



# La pensée contre-révolutionnaire

La contestation de la Révolution française et de son héritage se diffuse de plus en plus. Surtout depuis 1989. Explications.

«La Révolution française fut un ensemble d'événements suffisamment puissant et universel pour transformer le monde de façon radicalement permanente, pour avoir introduit ou du moins nommé des forces qui continuent de le changer. (...) La Révolution française a permis aux hommes de prendre conscience du fait qu'ils peuvent changer le sens de l'histoire, leur offrant, soit dit en passant, ce qui reste à ce jour le slogan le plus puissant jamais formulé en faveur de la démocratie: Liberté, égalité, fraternité»<sup>1</sup>.

C'est bien à ce changement radical en faveur de la démocratie que s'oppose toute une littérature et une pensée qui fait partie du corpus doctrinal de l'extrême droite<sup>2</sup>. Cette critique de la Révolution française est contemporaine de celle-ci, et remonte d'ailleurs même plus loin. Il s'agit plus fondamentalement d'une critique de l'héritage des Lumières et de toutes les avancées philosophiques et politiques qu'elles ont amenées. L'historien israélien Zeev Sternhell a, dans une véritable somme, analysé de manière très complète ce mouvement qui formera une réelle culture qui s'oppose au rationalisme et à une vision critique d'une société qui pourrait évoluer par l'action de ses membres<sup>3</sup>. Cette contestation de la Révolution française et de son héritage évolue cependant depuis la fin de la guerre froide pour sortir des cercles réduits de l'extrême droite et se diffuser de plus en plus. Cette évolution est analysée par l'historien britannique J. Hobsbawm, l'auteur de la synthèse de référence *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle* parue chez Complexe en 1994, dans un livre qui regroupe trois de ses conférences<sup>4</sup>. Dans cet ouvrage il montre que l'héritage de la Révolution fran-

çaise fut revendiqué par quasiment toutes les composantes de la société française, à commencer par la bourgeoisie qui ira jusqu'à accepter et utiliser le concept de «Révolution bourgeoise».

## L'ORIGINE DU «TERRORISME»

Si la chronologie et les apports globaux de la Révolution sont donc repris par l'essentiel des forces politiques, une période posera rapidement problème et sera contestée. Il s'agit de celle où Robespierre, à la tête des Jacobins, détient le pouvoir et que l'on connaît généralement sous le nom de «Terreur». L'historienne française Sophie Wahnich, dans un court essai stimulant, démontre combien cette période est indissociable de l'ensemble du phénomène révolutionnaire et en représente le moment où le peuple obtient le plus de place dans le processus décisionnel. C'est ainsi que les Thermidoriens instaurent le suffrage universel. Il s'agit donc de recontextualiser cette période: «*“Terrorisme” et “terroristes” sont deux mots qui naissent avec Thermidor. Ceux qui voulaient fonder un nouvel espace politique et symbolique égalitaire sont les vaincus de l'histoire. (...) En inventant le néologisme de «terroriste», les thermidoriens n'ont pas seulement anthropologisé une violence qualifiée aussi de populaire, ils ont activement occulté ce qui avait assis sa légitimité en situation: un processus juridico-politique de responsabilité collective. En effet, le devoir d'insurrection faisait de chacun un veilleur qui devait soit s'insurger au risque de sa vie, soit prendre en charge les décisions de la Convention nationale*»<sup>5</sup>. Mais pendant longtemps, seul cet épisode et les personnalités de Robespierre et Saint-Just posent problème.

Sophie Wahnich, tout comme Hobsbawm, souligne que c'est en 1989 à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française —mais aussi la date de l'effondrement du «bloc soviétique»— que la contestation de l'héritage révolutionnaire va s'intensifier et s'étendre progressivement à la Révolution dans son ensemble. Une des explications se trouve dans l'histoire de la réception des idées révolutionnaires et dans les conséquences qu'elles auront car «ce qui a maintenu en vie la Révolution française en tant que point de repère politique, lui donnant ainsi un second souffle, fut

sa place dans les débats internes de la Russie soviétique». Ce n'est donc pas un hasard si, après la diabolisation totale de la Révolution de 1917, on s'attaque à ce qui fut son modèle principal. C'est ainsi qu'après le *Livre noir du communisme*<sup>6</sup>, on retrouve quelqu'un comme Stéphane Courtois parmi les auteurs du *Livre noir de la Révolution française*<sup>7</sup>. Ce gros livre est intéressant à plus d'un titre. Publié par la très catholique maison d'édition du Cerf, il constitue un réquisitoire à charge de l'ensemble de la Révolution française, reprenant tous les arguments habituels, parfois même de manière caricaturale, comme le texte du Père Jean Charles-Roux consacré au Dauphin et qui ne comprend pas la moindre mention d'une source justifiant le propos. Le livre réhabilite bien entendu les Vendéens, dénonce la confiscation des biens de l'Église... mais va plus loin car dans sa deuxième partie, il remet en avant une série d'auteurs contre-révolutionnaires comme Jacques Bainville et Charles Maurras. Le propos est d'ailleurs clair dès l'avant-propos puisque les idées de ces auteurs y sont présentées comme éclairant «les temps totalitaires et démocratiques d'une manière aussi inattendue que pertinente».

## LA QUESTION DU POPULISME

Ce livre n'est malheureusement pas anecdotique. Au contraire, il est significatif et illustratif d'une production littéraire et historique qu'analyse Hobsbawm dans la troisième partie de son livre. Il s'agit donc bien d'une offensive idéologique qui tend, à travers des positionnements moraux décontextualisés faisant fi de l'Histoire au profit d'histoires<sup>8</sup>, à contester les épisodes historiques qui visaient à émanciper le peuple. «Je ne doute pas que le jour où les causes de la Seconde Guerre mondiale ne seront plus identifiables, on écrira de merveilleuses histoires pleines de talent et d'amertume, parlant à son sujet de catastrophe inutile ayant causé plus de morts et de destructions que la Première Guerre, pour un résultat peu éloigné de ce qui aurait de toute façon fini par arriver. Il est évidemment plus facile d'envisager de tels événements si l'on ne cherche pas à les comprendre, ou si l'on ne se sent pas concerné par leur histoire»<sup>9</sup>. Et posons-nous la question: n'est-on pas déjà très pro-

che de ce jour quand on voit l'importance donnée au 8 mai en Belgique ou le vote au parlement européen ce 2 avril 2009 par 553 votes pour (dont les partis verts et la quasi-totalité des sociaux-démocrates), 44 contre et 33 abstentions d'une résolution réhabilitant les vaincus de la Seconde Guerre mondiale, soit les fascistes de tout bord, et condamnant une des composantes du camp des vainqueurs, soit les communistes?

De manière plus globale, n'est-ce pas la place du peuple et de sa possibilité de maîtriser son destin qui est la vraie question au cœur de ces remises en cause? Ne serait-ce pas cet aspect qui explique le rejet et la condamnation des périodes où il joua un rôle de premier plan? Est-ce tellement un hasard si ce type de livre arrive à une époque où l'on préfère la «gouvernance» et les «technocrates» à un approfondissement de la démocratie? Cela nous ramène à l'analyse d'Annie Collovald de la notion de populisme: «(...) Avec le populisme, il est bien question du peuple, mais d'un peuple réduit au statut de problème et refait par les préjugés d'une élite sociale et pour les besoins de la cause néolibérale qui projette la construction d'un avenir radieux, conduit par la mondialisation des logiques financières, contrôlé par des experts (...) Le peuple doit être méprisé et méprisable pour que se réalise l'utopie conservatrice du néolibéralisme rêvant d'une démocratie dépeuplée et réservée à une étroite élite «capacitaire»<sup>10</sup>.

Pour conclure, nous poserons donc la question de savoir si cette offensive idéologique contre la Révolution française, qui ne se limite plus à sa période la plus radicale, n'est pas tout simplement une offensive contre la démocratie. Car, pour reprendre la conclusion du livre de Zeev Sternhell déjà cité: «Pour éviter à l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle de sombrer dans un nouvel âge glacé de la résignation, la vision prospective créée par les Lumières d'un individu acteur de son présent, voire de son avenir, reste irremplaçable»<sup>11</sup>. ■

Julien Dohet

«LA VISION PROSPECTIVE CRÉÉE PAR LES LUMIÈRES D'UN INDIVIDU ACTEUR DE SON PRÉSENT, VOIRE DE SON AVENIR, RESTE IRREMPLAÇABLE.»

1 Eric J. Hobsbawm, *Aux armes historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, La découverte, 2007, p.122.

2 Voir à ce sujet plusieurs textes de notre chronique dans *Aide-Mémoire* disponible sur Internet:

3 Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières. Du XVIII<sup>e</sup> siècle à la guerre froide* [coll. L'espace politique], Paris, Fayard, 2006, 590 p.

4 Eric J. Hobsbawm, *op. cit.*

5 Sophie Wahnich, *La Liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, Paris, La Fabrique, 2003, p.94-95.

6 *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, 846p.

7 Renaud Escande (sous la direction de), *Le livre noir de la Révolution française*, Paris, éditions du Cerf, 2008, 882p.

8 Le film *Marie-Antoinette* de Sofia Coppola illustre également ce courant.

9 Hobsbawm, *op.cit.* p.109.

10 Annie Collovald, *Le «Populisme du FN». Un dangereux contresens*. Broisieux, éditions du Croquant, 2004, p.234. Voir aussi l'article d'Olivier Starquit, *Un plaidoyer pour le populisme* in *Aide-Mémoire* n°48 d'avril-mai-juin 2009, p.5-6.

11 Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières...* *op.cit.*, p.580.

## Sainte hypocrisie

J’ai déjà traité à plusieurs reprises des scandales provoqués par les prêtres catholiques convaincus de pédophilie.

Les diocèses catholiques des États-Unis en étaient en 2007 à deux mil-

Christ (décédé en 2008), il faut bien admettre qu’il a abusé de séminaristes de 1940 à 1960 et qu’il avait en outre eu une fille!

Benoît XVI a envoyé des inspecteurs tant il était évident que «*la congré-*

*gation n’est pas parvenue par elle-même à remédier à ses dysfonctionnements*» (sic)<sup>4</sup>.

À ce compte, les laïques ont donc bien tort d’ironiser sur l’incompétence de Benoît XVI et des prêtres en matière de préservatif...

Encore qu’on puisse s’interroger quand on voit l’évêque Fernando Lugo, devenu président du Paraguay, admettre qu’il a un fils<sup>5</sup> de deux ans, dont la mère déclare avoir été séduite à 16 ans «*par les belles paroles de l’évêque*»<sup>6</sup> et comme on ne prête qu’aux riches, deux autres femmes témoignent et accusent<sup>7</sup>. Il paraît que le Paraguay est un pays de forte tradition catholique, c’est-à-dire où «*seuls 30% des pères donnent leur nom aux fruits de leurs amours interdites*»...<sup>8</sup>. ■

© G. Hanse

Patrice Dartevelle

liards de dollars d’indemnités aux victimes de ces prêtres contre 650 millions si on s’arrêtait en 2004<sup>1</sup>.

Le rythme ne baisse en rien: en 2008, l’Église américaine a déboursé 436 millions de dollars dans ce genre d’affaires dont 374 millions d’indemnités (une bonne partie du reste, en honoraires d’avocats probablement)<sup>2</sup>.

En Irlande, autre pays où les prêtres ont été longtemps impunis, c’est l’ancien secrétaire particulier des trois derniers papes, devenu évêque de Cloyne, qui a dû démissionner. 400 affaires de prêtres pédophiles (pour un pays dont la population ne dépasse pas celle de la Belgique francophone) ne lui ont rien appris: quand un prêtre était incriminé de fait pédophile, il lui donnait un nouveau terrain de chasse – comprenez une autre paroisse!<sup>3</sup>

Quant à un des super-favoris du dernier pape, le prêtre mexicain Marcial Maciel, fondateur de la Congrégation des Légionnaires du

### Réalité de la doctrine sociale de l’Église

La dernière trouvaille des évêques italiens nous plonge dans le XIX<sup>e</sup> siècle le plus dur. La conférence épiscopale italienne va fournir une aide de 500 euros par mois aux familles de plus de trois enfants dont les parents sont sans emploi. L’aide sera réservée aux seuls couples mariés (même civilement, on a l’esprit large). Bien entendu, ce seront les paroisses qui feront la distribution.

Il ne s’agit pas d’une si petite chose: l’aide est prévue pour 20 à 30 000 familles. La conférence a créé un fonds de 300 millions d’euros, alimenté par les banques à 90%. Elle fera cette collecte (auprès des riches?) pour trouver 30 millions.

Mais évidemment pour les assistés, il s’agirait d’un prêt à rembourser, en cinq ans à dater du jour où la famille (on suppose qu’il s’agit du père de famille dans l’esprit des évêques) aura retrouvé du travail<sup>1</sup>.

L’affaire est annoncée par le secrétaire général de la Conférence, Mgr Crociata – ce qui veut dire croisade, ça ne s’invente pas.

L’Église italienne fait ce qu’elle veut et ce qu’elle peut, certes. Mais l’effacement de l’État est-il involontaire ou invincible? Berlusconi est-il attristé de ce nouveau rôle de l’Église, renforçant la famille traditionnelle... et remplaçant l’aide publique par un simple prêt? ■

P. D.

1 D’après *Il Manifesto* du 1<sup>er</sup> avril 2009, mais ce n’est pas un poisson pour autant.

LE MOMENT FRATERNITÉ DE RÉGIS DEBRAY

# Frères humains, encore un effort...

«Égalité, tolérance, travail, bonheur: les nouvelles valeurs des Français», titrait la une du *Monde* le 25 avril dernier à propos d’une enquête menée en 2008 et qui visait, chez nos voisins d’outre-Quévrain, à dresser un tableau détaillé des «changements de mentalités». Pas plus que celui de «liberté», le nom «fraternité» ne figurait parmi les choix prioritaires, voire les questions, des 3071 personnes sondées sous forme d’entretiens d’une heure en moyenne. Alors que —est-il besoin de le rappeler?— ces deux mots font partie des «*trois marches du perron suprême*» (Victor Hugo), le dernier d’entre eux figurant même au sommet de la triade républicaine selon l’auteur des *Misérables*.

C’est dire combien, en ces temps d’individualisme de plus en plus agressif et de marchandisation tous azimuts, *Le Moment fraternité*<sup>1</sup> de Régis Debray vient à son heure. Voilà en effet un essai incisif, d’une densité et d’une érudition impressionnantes, qui appelle de ses vœux la mutation du «moi-je» triomphant et du «on» indistinct en un «nous» chaleureux, susceptible en tout cas d’engendrer l’émergence d’un nouveau «vivre ensemble». Et mieux encore, d’un «agir ensemble». Car, insiste l’ancien compagnon du Che, la fraternité n’a rien de mièvre: elle se conjugue avec la notion de combat et, supposant une vertu d’insurgé, s’adresse à tous ceux qui sont prêts à prendre les armes pour une cause commune. À l’image des miliciens républicains durant la guerre civile espagnole, par exemple, ligués contre les nationalistes de Franco.

Rien de gnangnan donc dans le concept que ce livre, arrimé à la conviction que «l’économie seule ne fera jamais une société», s’emploie à revaloriser avec éclat. Il y a de l’élection en lui, au meilleur sens du terme, une praxis chevillée à un projet, autant qu’une manière d’échapper à la fratrie biologique. Mais il y a aussi de la sacralité, et c’est là que la réflexion à son propos s’engage dans un champ historique qui ne laisse pas de surprendre. L’An-

tiquité —foncièrement inégalitaire— a ignoré la fraternité, estime Debray, celle-ci n’apparaissant qu’au premier siècle de notre ère avec le christianisme et le mot latin *fraternitas* qu’au siècle suivant chez les auteurs chrétiens. Pour Paul, le véritable fondateur de la nouvelle religion<sup>2</sup>, puisque les êtres humains sont considérés comme égaux et frères en Christ. D’où la fraternité monastique médiévale et, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, franc-maçonne.

#### UNE FRATERNITÉ LAÏQUE

La Révolution française a instillé la dimension spirituelle de ce lien dans la sphère politique. Elle l’a sécurisée, parallèlement au «*passage (...) du corps sacré du roi au corps sacré de la nation*» et à la naissance d’une communauté nationale soumise à une même Loi, hormis toute appartenance ethnique ou d’ordre. Mais ce n’est qu’à partir de 1848, dans la foulée du soulèvement de février et l’euphorie du printemps des peuples, et bien des années après Valmy et la guerre de la France contre l’Europe des despotes, que la devise «fraternité» commence à s’inscrire sur les frontons des bâtiments publics. Elle sera adoptée en tant que symbole officiel républicain sous la III<sup>e</sup> République. L’impérieux sentiment qu’elle traduit inspirera, dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, bon nombre de passions collectives, telle la colère populaire de la Commune de Paris. Et comment ne pas le reconnaître, merveilleusement intact, habité aussi par la subversion libératrice, dans l’hymne de la Résistance que fut *Le Chant des partisans*?

Aujourd’hui cependant, il a été poussé vers la sortie au profit des droits de l’Homme, cette «religion occidentale contemporaine» (ROC) que Régis Debray égratigne dans une partie particulièrement roborative de son ouvrage, n’y voyant qu’une «nouvelle religion civile» à géométrie variable, incapable en tout cas de constituer un liant politique pour l’animal symbolique qu’est l’homme. On l’aura compris, le philosophe-médiologue lui préfère une fraternité laïque, certes

© R. Vollet/AFP

■ Fronton de la Bourse de Paris.

située à la confluence de l’évangélique et du révolutionnaire, mais seule susceptible de repolitiser le sociétal. Sans illusion aucune néanmoins, car il rappelle à bon escient que les Khmers rouges se donnaient du «frères» entre eux. Comme quoi, l’Histoire en témoigne, une dérive vers la fraternité-terreur n’est jamais à exclure...

Cette ambivalence bienvenue de l’ouvrage est à mettre à son actif. Au même titre que le refus du tout à l’ego qu’il dénonce au long de ses 384 pages. En voyant dans la fraternité un «*sentiment qui se saisit d’un groupe dès qu’il s’oublie pour un but extérieur à lui-même [et qui] naît de fixer un point à l’horizon*», Régis Debray se fait le chantre d’une postmodernité vivable. Et en observant que si «*l’amitié berce, la fraternité secoue*», il contribue —ô combien— à réveiller l’aimable assoupie au service de laquelle il a mis sa pugnacité. C’est tout bénéfice pour ses lecteurs et concitoyens. ■

Henri Deleersnijder

1 Régis Debray, *Le Moment fraternité*, Paris, Gallimard, février 2009.

2 «*Il n’y a plus ni Juif ni Grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme*» (Épître aux Galates, III, 28).



## Quand une église se désacralise

La baisse constante de la pratique religieuse entraîne inexorablement la désacralisation annuelle d'un certain nombre d'églises catholiques. Certaines sont ainsi mises en vente ou en location et transformées en hôtels, en salles de spectacle ou en magasins...

L'artiste sculptrice Almaga<sup>1</sup>, qui cherchait un grand espace pour en faire un nouvel atelier, s'est ainsi installée dans une petite église désacralisée, située à Atembeke (Brakel), bastion d'Herman De Croo, près de Grammont.

Après avoir retiré du local les meubles et décors devenus inutiles, il lui restait encore sur le mur principal du fond un crucifix monumental.

Elle a imaginé de transformer en performance artistique l'enlèvement de ce crucifix. En présence d'une assemblée nombreuse et choisie, cette « descente de croix » — dont la mise en scène échelle, drapés,

couleurs...) rappelait immanquablement celle de Rubens est devenue un moment significatif.

Des femmes « rangeaient » le crucifix de leur enfance et jeunesse. Tâche ordinaire et féminine par excellence de rangement, mais expérience unique que l'artiste voulait comme symbole de la marche de l'histoire.

En des gestes banals mais rituels, des femmes concluaient la domination de l'Église sur leur conscience, de la religion machiste sur leur vie. En chantonnant, comme lorsqu'elles exécutent des occupations ménagères.

Une fois le crucifix décroché, épousseté, emballé, évacué... le mur vide et disponible devenait espace ouvert pour des spectatrices désirant y écrire ou dessiner elles-mêmes. À commencer par le tracé de leurs propres silhouettes si souvent mises à l'écart.

La performance était devenue une cérémonie symbolique et émouvante dans laquelle l'artiste d'origine polonaise inscrivait ce qui est pour elle le sens de l'histoire.

La « Descente de Croix » d'Atembeke devenait un repère pour rappeler qu'aucune civilisation — et donc aucune religion non plus — n'est éternelle. Et ses symboles pas plus qu'elle.

Des gestes ordinaires et féminins entendaient conclure une époque et tourner « banalement » une page de l'histoire des religions. ■

Anne Morelli

.....  
1 Almaga peut être contactée via artsphere@telenet.be. La performance s'est déroulée le dimanche 19 avril 2009 en présence de diverses personnalités dont Herman De Croo. Elle a été suivie d'un débat animé par Jean-Pol Hecq (RTBF).  
.....

### Vient de paraître dans la série «Outil de Réflexion»

## L'avenir de l'enseignement public

L'épanouissement de chaque citoyen dépend directement du système éducatif mis en place par les pouvoirs publics. Ce système doit permettre à l'école de jouer son rôle d'éveil au désir d'apprentissage, à la transmission des savoirs, en préparant les jeunes à participer au développement harmonieux du monde dans lequel ils vivent, tout en veillant au respect de la diversité des composantes de notre société. Le droit à l'éducation englobe celui d'accéder à un enseignement obligatoire gratuit et de qualité.

Le système éducatif au sein de la Communauté française ainsi que le rôle des États face à la libéralisation du secteur de l'éducation, thèmes développés dans cet Outil respectivement par Guy Vlaeminck, président de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente, en collaboration avec les membres du Centre d'Étude et de Défense de l'École Publique, et Roger Dehaybe, administrateur général honoraire de la Francophonie, s'inscrivent tous les deux dans ce cadre.

2,5 euros

En vente au Centre d'Action Laïque ou par virement au compte 210-0624799-74 du CAL, en précisant le titre de l'ouvrage dans la communication (frais de port inclus) - TVAC.

Éditions Espace de Libertés, CAL, campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue A. Fraiteur, 1050 Bruxelles - Tél. 02 627 68 60 - espace@cal.ulb.ac.be

### EXPOSITION À BRUGES

# Charles le trop Téméraire

La chronique rapporte qu'on ne retrouva son corps que trois jours après la bataille, méconnaissable, dépouillé par les détraqueurs de cadavres et partiellement rongé par les loups. Ainsi disparut misérablement l'un des plus ambitieux princes d'Occident du Moyen-Âge, celui dont le chroniqueur Philippe de Commines disait fort justement: «*La moitié de la terre ne l'eut su contenter*». Et c'est bien ce qui le perdit. Pourtant lorsqu'il avait succédé à son père Philippe le Bon en 1467, il héritait d'un duché extrêmement florissant qui, outre la Bourgogne de ses aïeux, comprenait de surcroît les Flandres, l'Artois, le Hainaut, le Brabant (qui recouvre l'essentiel des Pays-Bas actuels), Liège et le Luxembourg. Certes, lui manquait la Lorraine pour faire la jonction et créer ce royaume auquel tant il aspira et dont il ne cessa, de manière obsessionnelle, d'essayer de s'emparer.

À cette époque, il est veuf pour la deuxième fois, ayant successivement épousé Catherine de France en 1440 et Isabelle de Bourbon en 1454, qui lui donnera une fille, la future Marie de Bourgogne, qui épousera Maximilien de Habsbourg. En 1468, il se remarie à Damme, avec Marguerite d'York et c'est cette année-là qu'il harcèle son voisin le roi de France, Louis XI, un homme rusé et retors qui pousse la principauté de Liège à se révolter contre son souverain temporel de fait. Mais son plan échoue, Charles mate les mutins et voulant donner l'exemple, met la ville à feu et à sang avant de la faire raser. C'est dorénavant une guerre d'usure entre Louis et Charles qui, pour ce faire, met sur pied une puissante armée constituée de compagnies d'ordonnance et d'une formidable artillerie. Malheureusement ses troupes utilisent trop de mercenaires, italiens et anglais, coûteux et peu fiables. Charles mène à l'époque une fastueuse vie de cour itinérante pour laquelle rien n'est trop beau et qui suscitera envie et jalousie.

Charles n'a pas de lieux privilégiés, tantôt à Bruges, tantôt à Bruxelles au palais du Coudenberg. Le plus souvent, il parcourt ses terres, logeant sous des tentes luxueuses, emmenant avec lui un extraordinaire charroi, où l'on trouve nourriture, vins fins, vêtements somptueux, mais encore son trésor: vaisselles précieuses, armures de parade, livres enluminés et surtout ses tapisseries aux Mille Fleurs ou encore celles de César et d'Alexandre, ces dernières étant beaucoup plus aisées à transporter que les grands retables peints. Charles, homme fort instruit, se fit traduire Xénophon et avait pris pour héros Alexandre le Grand et Jules César, grands stratèges certes, mais dont il ne pouvait ignorer la fin brutale et tragique.

D'ailleurs, la roue tourne pour celui qui s'autoproclame Grand duc d'Occident et rêve d'une couronne royale, car le roi de France veille au grain, le roi d'Angleterre est lié par un traité et l'empereur d'Allemagne s'en méfie. Charles oublie la diplomatie et part en guerre, il s'attaque aux confédérés suisses dont il minimise la puissance militaire. Mal lui en prend, il est sévèrement battu à Grandson en 1468 où il y perd d'ailleurs son trésor, et à Morat quatre mois plus tard. Fou de rage, il reconstitue laborieusement une armée, maintenant boudé par la bourgeoisie de ses États, peu encline à perdre ses ducats en désastres guerriers. Début janvier 1477, il met le siège devant Nancy, se jurant de conquérir la Lorraine, mais le 4, il est tué lors d'une contre-attaque, il n'avait que quarante-trois ans. Son armée se débande, c'est la fin d'un rêve hégémonique et il faudra attendre l'arrivée de son arrière-petit-fils, d'ailleurs prénommé Charles en son honneur et qui, sous le nom de Charles-Quint, réalisera son vœu, devenir le maître d'un empire sur lequel «le soleil ne se couche jamais», comme le conclut l'exposition.

Après cinq cents ans d'absence, voici revenus, le temps d'une somptueuse

© Kunsthistorisches Museum Wien

Harnais de cheval de Frédéric III (1477), Kunsthistorisches Museum, Hofdjagd - und Rüstkammer, Wenen.

exposition, les fabuleux trésors de la cour de Bourgogne, voici déroulées les tapisseries qui racontent la gloire d'un duc trop ambitieux et mauvais stratège, voici les retables des primitifs flamands qui firent la gloire de Bruges, Jan Van Eyck, Hans Memling et Hugo Van der Goes. Voici les plus beaux livres enluminés, voilà des vêtements aux coupes étrangement contemporaines taillés dans les plus belles étoffes italiennes, des armures d'apparat façonnées par les plus grands artisans milanais, des objets de table ou de voyage qui, tous, témoignent d'un art de cour alors à son apogée. Tous ces chefs-d'œuvre sont présentés dans une superbe mise en scène qui rehausse encore leur intérêt. ■

Ben Durant

“ IL LUI PRIT UN TEL ORGUEIL QU'IL EN VINT À NE MÉNAGER, ESTIMER OU CRAINDRE PERSONNE. ”  
THOMAS BASIN

Charles le Téméraire, Groeninge Museum, Dijver 12, 8000 Bruges. Exposition ouverte tous les jours (sauf le lundi) de 9 h 30 à 17 h jusqu'au 21 juillet 2009 - www.kareldestoute.be - Catalogue en français.

# Kandinsky, la couleur et la musique

La rétrospective Kandinsky, au Centre Pompidou, à Paris est d'une richesse prodigieuse. C'est que trois grandes institutions publiques, le Centre Pompidou, la Städtische Galerie de Munich et le Guggenheim de New York se sont associés pour rendre hommage à un des créateurs de l'art abstrait: une centaine de tableaux grand format et de nombreux dessins permettent de suivre son itinéraire artistique de 1907 à 1942.

Le parcours chronologique a plusieurs avantages. Il permet de suivre ce grand bourgeois russe, bardé de diplômes et de compétences scientifiques, qui décide, à trente ans, de renoncer à une situation sociale avantageuse pour se plonger et dans l'exil, à Munich, et dans un par-

En 1896, ce brillant juriste se convertit à la peinture, comme on entre en religion et choisit Munich comme terre d'exil. Très vite dégoûté par l'enseignement académique, mais sûr de sa vocation, il crée en 1901 le groupe Phalanx, pour inventer «l'art du futur» et rencontre une des femmes qui ont marqué sa vie, Gabriele Münter. Il se prend de passion pour la campagne bavaroise tout en restant fidèle, en mémoire, à une iconographie russe populaire. Quelques toiles, *Vieille Ville* (1902) et *La vie mêlée* (1907), regorgent déjà de cette passion des couleurs intenses qui finira par balayer le réalisme de son œuvre.

L'échec de son groupe lui fait parcourir l'Europe et la Méditerranée et quand il revient à Munich, en 1908, il a la chance de rencontrer à Murnau, dans les Préalpes bava- roises, un vrai «disciple», Franz Marc, avec lequel il fondera le mythique *Blaue Reiter*, un groupe ouvert à

cours artistique hors normes. Cette aventure individuelle se place à une période de bouleversements politiques et idéologiques, les quarante premières années du XX<sup>e</sup> siècle, dont son œuvre et sa personne subissent les avatars. Le parcours chronologique permet aussi de suivre l'évolution stylistique de l'œuvre, où l'abstraction n'est qu'un fil conducteur.

physique. Rencontre décisive aussi avec Arnold Schoenberg, musicien de la *Nuit transfigurée* mais aussi peintre, avec lequel il entretiendra une correspondance d'égal à égal. Chacun est conscient d'une recherche commune: délivrer la musique de la tonalité et la peinture de la figuration. Ses «compositions» et «impressions» sont un hommage à la musique et une délivrance du «sujet» figuratif. Déjà Wagner, dès 1895, avait joué un rôle décisif dans sa jeunesse, comme le prouve cette réflexion sur Lohengrin: «*L'opéra de Wagner m'est apparu comme l'incarnation parfaite de la tombée du jour à Moscou. Les violons, les basses profondes et surtout les instruments à vent personnifiaient pour moi toute la lumière du couchant. Il m'a semblé évident que la peinture possédait des forces et des moyens d'expression aussi puissants que ceux de la musique*»<sup>1</sup>.

## LE ROMAN D'UN SIÈCLE FOU

De cette époque de formation décisive l'exposition du Centre Pompidou rend largement compte. Mais la suite, moins connue, vaut tout autant le déplacement. L'exposition parisienne nous retrace, via Kandinsky, le roman d'un siècle fou et hyper créateur: le retour de Kandinsky à Moscou, en 1914, suite à la guerre 14-18, la séparation d'avec son égérie, Gabriele, la dèche matérielle, son mariage avec une jeune femme de 28 ans sa cadette, Nina. Et puis son rôle, à la suite de la Révolution de 1917, dans le groupe constructiviste dont il ne tarde pas à se détacher; son long compagnonnage avec le Bauhaus, à l'invitation de Gropius, qu'il suivra de Weimar à Dessau et Berlin, avant d'en être chassé par Hitler en 1933; son dernier exil à Paris et sa période dite de «biologie cellulaire».

L'intérêt de l'exposition est de voir les influences de l'air du temps sur une œuvre de plus en plus abstraite, partir des années 1920. Mais même lorsque la primauté de la géométrie (l'utilisation systématique du triangle, du carré mais surtout du cercle, plus «méta-physique») épurera l'œuvre de ses accroches partiellement réalistes, il restera fidèle à son credo, réitéré dans son dernier livre théorique, *Point et ligne sur plan*, «*Quelle forme dois-je utiliser dans tel cas pour aboutir à l'expression nécessaire de mon sentiment intérieur?*». ■

Christian Jade

# Pourquoi n'y a-t-il rien plutôt que quelque chose?

«*Je ne crois pas en Dieu mais il me manque. C'est ce que je dis quand la question est posée*». Et Julian Barnes répète son cri de guerre, avant la dernière culbute: même pas peur!

Avant le moment venu, il s'inocule le poison de la trouille à petites doses pour déjouer la grande peur. Julian Barnes manie le pessimisme joyeux comme d'autres la batte de cricket. Avec un sens du lancer et de la réception qui défie toutes les règles littéraires, il allie la méditation philosophique au journal, l'album de famille à la fiction, la confession fanfaronne au poker menteur. On le sent tenté de racheter son violon au Diable, et on jurerait qu'il y joue son joker. Ô néant, Vous, divinités de foire, si l'agnostique tendance athée que je suis vous fait rire, m'accordez-vous le privilège d'un tour supplémentaire sur la Grande Roue de la Vie? Allez, roulez vieillesse! Bon. Mieux vaut en rire.

À ce jeu, Julian Barnes nous régale. «*Chaque thanatophobe a besoin du réconfort temporaire que lui procure un cas pire que le sien*». Un de ses amis a, comme repoussoir, Rachmaninov, «*un homme à la fois terrifié par la mort et terrifié qu'il puisse y avoir une forme de survie après*». Il découvre que manger des pistaches en parlant de la mort faisait disparaître sa peur. Une bonne âme lui en bourra les poches. À chacun ses gris-gris.

Pourquoi certains paniquent et d'autres pas? Pourquoi Julian Barnes se réveille-t-il en sueur alors que son frère dort paisiblement, bien qu'élevés au même biberon de la laïcité? Pourquoi lui et pas moi? Jalousie de cadet qui nous vaut des pages mémorables sur sa mère, commandeur du foyer, que n'eût pas renié son cher Jules Renard. Elle n'est pas morte d'un coup en tombant dans un puits comme la

marâtre de *Poils de Carotte*, mais elle aurait préféré. Ah! Si seulement on pouvait réserver sa mort comme on prend le train. Côté fenêtre, s'il vous plaît. Ravel eût-il choisi de perdre la tête en s'extasiant sur le talent d'un compositeur qui n'était autre que lui? Zola eût-il voulu mourir asphyxié en laissant à ses côtés sa veuve?

Prudent, Julian Barnes dédicace son livre à son épouse.

## AVOIR LES BONNES CHAUSSURES

Et il joue, au jeu du «préféreriez-vous?» qui hésite entre la peste et le choléra. «*Préféreriez-vous qu'il n'y ait rien après la mort, et qu'il s'avère que vous aviez raison, ou qu'il y ait une merveilleuse surprise, mais que votre réputation professionnelle soit détruite?*» Ou à celui-ci d'Arthur Koestler: «*Vaut-il mieux pour un écrivain être oublié avant de mourir ou mourir avant d'être oublié?*». Nous y voilà. C'est moins à Dieu qu'il en veut qu'à nous ses lecteurs («*salaud de lecteur!*»). Ne soyez pas mon dernier lecteur, faites passer, recommandez-moi au suivant! Crainte de voir ses écrits finir en bourrage dans un pouf, comme ont fini les lettres d'amour de ses parents?

Un neurobiologiste, écrit Barnes, a situé le God spot, le siège du doute, dans le cerveau, ou de la possibilité du religieux. «*Une forme différente et plus puissante de point G*». De Richard Dawkins, il admire la certitude. Mais il est plus proche de Flaubert, son maître, taraudé par «*la question de savoir si le moi*

*persiste après la mort*». L'ego ne nous lâche-t-il donc jamais, même dans le trou? Cauchemar, en effet.

Mieux vaut donc s'en débarrasser dès à présent et se préparer pour le dernier tour de piste. Barnes commence par examiner le libre arbitre, pour conclure que c'est de la foutaise. Après tout, nous nous racontons des bobards avec la seule arme à notre portée, notre cervelle, dit-il à peu près. On peut lui faire dire ce qu'on veut, surtout qu'en général, nous sommes assez

Julian Barnes

bon public, il est vrai, de nos propres opinions. «*Nous vivons, écrit-il, comme si l'âme —ou l'esprit ou l'individualité, ou la personnalité— était une entité identifiable et localisable, plutôt qu'une histoire que le cerveau se raconte à lui-même*». La vie pour lui n'est pas une partie de dés mais de foot «*avec des règles arbitraires mais nécessaires*». La dernière fois qu'il est monté sur un terrain, celui-ci était détrempé et «*il n'avait pas les bonnes chaussures*». Son équipe a honteusement perdu. Dans son dos, il a entendu dire: «*Ce doit être un remplaçant*». Depuis, quitte à perdre, autant le faire en professionnel. Et Julian Barnes file, en attaquant avec, cette fois-ci, les bonnes chaussures. Même pas peur! ■

Sophie Creuz

■ Kandinsky, *Komposition n°VIII*, 1923, Fondation Guggenheim, New York, ADAGP, Paris 2009.

1 Cité par Gilles Macassar dans un *Télérama* hors série remarquable sur la rétrospective Kandinsky.

Kandinsky, Centre Pompidou, Paris - jusqu'au 10 août 2009 - [www.centrepompidou.fr](http://www.centrepompidou.fr)

*Rien à craindre*, de Julian Barnes est paru au Mercure de France dans l'excellente traduction de Jean-Pierre Austin.